

LES ANGLES MORTS DE LA COLONISATION

**P. 18 SI LA TRAITE DES
ESCLAVES, LA DOMINATION
DES POPULATIONS
AUTOCHTONES OU LA
TRANSFORMATION DES
STRUCTURES SOCIO-
ÉCONOMIQUES ET SOUVENT
DES CULTURES LOCALES
SONT AUJOURD'HUI BIEN
DOCUMENTÉES, IL RESTE
DES ZONES D'OMBRE DANS
L'HISTOIRE DE LA COLONISATION.
ÉCLAIRAGES.**

LE MAGAZINE
SCIENTIFIQUE
DE L'UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

N° 164
MARS 2026

CAMPUS



L'INVITÉ
LE PHILOSOPHE DE
LA MÉRITOCRATIE
PAGE 38

EXTRA-MUROS
LE FIN MANTEAU
DU KILIMANDJARO
PAGE 42

TÊTE CHERCHEUSE
JOËL RUCH, LA LAVE
DANS LE SANG
PAGE 46



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

Avec vous pour une uni bienveillante!

Conflits, discriminations, harcèlement, violences :
à l'université on peut tous et toutes rencontrer des difficultés.
Parlons-en! Quelle que soit votre situation, trouvez
le bon relais sur www.unige.ch/help



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

04 ACTUS
09 THÈSES

RECHERCHE
10 SCIENCES DE
L'ENVIRONNEMENT
UNE APP DESSINE
LE VIN DU FUTUR



Une application mobile permet d'identifier les régions actuelles où régneront les conditions environnementales d'un vignoble donné dans 50 ans, modifiées par les changements climatiques.

12 HISTOIRE
GÉNÉALOGIE
DU «PÉRIL JAUNE»



La «relation spéciale» que se vante d'entretenir la Russie avec la Chine cache une peur et une méfiance semblables à celles qui sévissent en Occident envers ce lointain voisin.

14 MÉDECINE
LA SIESTE NETTOIE LE
RÉSEAU SYNAPTIQUE



Une sieste améliore la capacité du cerveau à intégrer et à mémoriser des informations, un effet jusque-là observé surtout après une nuit complète.

DOSSIER: LES ANGLES MORTS DE LA COLONISATION



18 GENÈVE, VILLE COLONIALE SANS COLONIES

La Cité de Calvin n'a jamais possédé de colonies. Missions protestantes, sciences coloniales et institutions internationales ont pourtant inscrit la ville au cœur des dynamiques impériales des XIX^e et XX^e siècles. Retour sur un héritage ambivalent.

19 QUAND GENÈVE ACCUEILLAIT DES ZOOS HUMAINS

Du «Village nègre» présenté durant l'Exposition nationale à l'éphémère village de «nègres blancs», installé à l'emplacement actuel d'Uni Dufour, Genève a abrité une dizaine de zoos humains entre 1896 et 1911.

23 LA FRANCE, RÉPUBLIQUE BASSE EN COULEURS

Oscillant entre le rêve universaliste promu par la Révolution et la nécessité de maintenir à flot son empire, la France a longtemps freiné l'accession aux fonctions représentatives des populations issues des colonies.

28 L'EMPIRE OTTOMAN, OU LE COLONIALISME EMPRUNTÉ

Le Moyen-Orient a connu une histoire coloniale particulière, entre domination ottomane et mandats européens et une période postcoloniale qui a donné naissance au panislamisme.



32 L'HISTOIRE SANS FIN DE LA FIN DES COLONIES

Spécialiste de l'histoire de la décolonisation, Alexander Keese, professeur au Département d'histoire générale (Faculté des lettres), évoque sa discipline, ballottée entre la rigueur des scientifiques et les projections abstraites du grand public.

36 ENQUÊTE SUR LA VIOLENCE DES HOMMES DE L'ESCLAVAGE

Dans la Caraïbe française du XVII^e siècle se met en place un monde essentiellement masculin dans lequel la violence, loin de se limiter à l'opposition entre maîtres et esclaves, traverse l'ensemble du corps social.

Photo de couverture: Royal Geographical Society / Bridgeman Images

RENDEZ-VOUS



38 L'INVITÉ
LE PHILOSOPHE
DE LA MÉRITOCRATIE

Pourfendeur du président actuel des États-Unis, le lauréat du Prix Berggruen 2025, considéré comme le Prix Nobel des philosophes était à Genève à l'invitation de la Société Jean-Jacques Rousseau.



42 EXTRA-MUROS
LE FIN MANTEAU
DU KILIMANDJARO

Une expédition a gravi le sommet le plus élevé d'Afrique afin de mesurer la qualité des réserves en eau de cette montagne qui abreuve plus de 2 millions de personnes en Tanzanie et au Kenya.



46 TÊTE CHERCHEUSE
JOËL RUCH,
LA LAVE DANS LE SANG

Les volcans sont son métier et sa passion. Professeur associé au Département des sciences de la Terre, le volcanologue en a gravi des dizaines pour en étudier les failles et les fractures. Portrait.

50 À LIRE

MONICA GOTTA
DISTINGUÉE PAR
LA FONDATION
PHILANTHROPIA



Monica Gotta, professeure au Département de physiologie cellulaire et métabolisme (Faculté de médecine), a été primée par la Fondation Philanthropia pour son utilisation de modèles alternatifs à l'expérimentation animale. Ses recherches portent sur le petit nématode *Caenorhabditis elegans*, avec lequel elle étudie les divisions cellulaires asymétriques, un processus fondamental pour la génération de diversité cellulaire au cours du développement et pour le renouvellement des cellules souches.

PEDRO CERDEIRA LAURÉAT
DU PRIX AMÍLCAR CABRAL



Chercheur au Département d'histoire générale (Faculté des lettres), Pedro Cerdeira est le lauréat du Prix Amílcar Cabral, décerné par l'Institut d'histoire contemporaine de l'Université nouvelle de Lisbonne et le Monument des découvertes de Lisbonne. Ce spécialiste de l'histoire des colonies portugaises en Afrique après 1945 doit cette récompense à son article «Rural Schools, Farm Co-Operatives and the Late Colonial Recreation of African Rurality in Guinea-Bissau», publié en 2025 dans l'*e-Journal of Portuguese History*.

MÉDECINE

Les centenaires possèdent les protéines de leurs 30 ans

Le secret des centenaires (0,02% de la population suisse) réside dans l'expression de certaines protéines dans leurs cellules, selon une étude menée dans le cadre du projet «Swiss 100» consacré aux personnes dont l'âge a dépassé le siècle. Comme le rapporte une étude parue le 8 février dans *Aging Cell*, une équipe scientifique dont fait partie le groupe de Karl-Heinz Krause, professeur honoraire à la Faculté de médecine, a en effet comparé les profils sanguins de 39 personnes âgées de 100 à 105 ans (dont 85% de femmes) à ceux de 59 octogénaires, puis à ceux de 40 adultes en bonne santé âgés de 30 à 60 ans. Elle a ainsi réussi à identifier les signatures moléculaires associées à un vieillissement réussi.

Les scientifiques ont mesuré l'expression de 724 protéines dans le sang, dont 358 marqueurs d'inflammation et 366 marqueurs cardiovasculaires, deux domaines déterminants pour la longévité. Chez les centenaires, les profils de 37 de ces protéines sont plus proches de ceux des personnes jeunes que de ceux des octogénaires, suggérant que chez eux le vieillissement de certains mécanismes est ralenti.

Les centenaires ont notamment la particularité de présenter des niveaux significativement



L'une des centenaires participant au projet «Swiss100» avec des membres de sa famille.

réduits de cinq protéines antioxydantes clés. Ce qui semble contre-intuitif s'explique par le fait que le niveau de stress oxydatif est nettement inférieur chez les centenaires qui ont donc moins besoin de produire des antioxydants pour s'en défendre.

L'étude souligne néanmoins l'importance d'un mode de vie sain. La part génétique de la longévité n'est en effet que d'environ 25%. Le style de vie pendant la vie adulte constitue donc un levier puissant: nutrition, activité physique, contacts sociaux.

ONCOLOGIE

Une IA estime le risque de métastases cancéreuses avec une précision de 80%

Selon une étude publiée le 27 janvier dans *Cell Reports*, une équipe dirigée par Ariel Ruiz i Altaba, professeur ordinaire au Département de médecine génétique et développement (Faculté de médecine), a mis au point un outil d'intelligence artificielle capable de prédire avec une grande fiabilité le risque de métastases à partir de l'analyse des tumeurs.

Les métastases constituent la principale cause de mortalité, notamment dans les cancers du côlon, du sein ou du poumon. Aujourd'hui, elles ne sont détectées qu'à un stade avancé, lorsque des cellules tumorales circulent déjà dans le sang.

Pour mieux comprendre ce processus, les scientifiques ont isolé et cloné des cellules

issues de tumeurs du côlon. Une analyse génétique a permis de mettre en évidence des signatures d'expression de gènes directement liées à leur capacité à migrer.

Ces données ont ensuite été intégrées dans un modèle d'intelligence artificielle spécialement développé par l'équipe genevoise, MangroveGS. Après entraînement, le modèle a atteint une précision proche de 80% pour prédire la survenue de métastases et de récurrences du cancer du côlon, un résultat bien supérieur à ceux des outils déjà existants. De plus, les signatures dérivées du cancer du côlon peuvent également prédire le potentiel métastatique d'autres cancers, comme ceux de l'estomac, du poumon ou encore du sein.

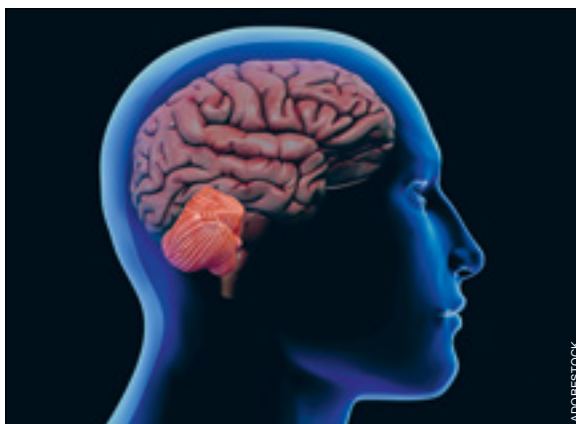
PSYCHIATRIE

Le cervelet intervient dans l'apparition des symptômes de la schizophrénie

Longtemps réduit à ses fonctions motrices, le cervelet joue en réalité un rôle inattendu dans l'apparition des symptômes dits «négatifs» de la schizophrénie, comme l'apathie, le retrait social ou la perte de motivation. C'est ce que révèle une étude parue le 15 janvier dans la revue *Biological Psychiatry* et menée par l'équipe d'Indrit Bègue, professeure assistante au sein du Laboratoire de neuroimagerie et psychiatrie translationnelle (Faculté de médecine) et membre du Centre Synapsy de recherche en neurosciences pour la santé mentale.

La schizophrénie est un trouble neuropsychiatrique qui affecte 1% de la population. Elle est connue pour ses symptômes hallucinatoires ou délirants, mais elle se caractérise également par une forte apathie, une difficulté à ressentir du plaisir et un retrait social progressif. Ces symptômes dits «négatifs», pour lesquels il n'existe pas de traitement, sont particulièrement invalidants.

Des études antérieures ont montré que des anomalies du système de la récompense – plus précisément de l'aire tegmentale ventrale (ATV) productrice de la dopamine – sont associées à ces symptômes. L'ATV serait suractivée chez les personnes atteintes de schizophrénie, engendrant une impression que «tout se vaut» et donc une absence de motivation.



ADOBE STOCK

En suivant 146 patients durant trois à neuf mois et en analysant une cohorte indépendante, les scientifiques ont montré qu'un contrôle renforcé du cervelet sur l'ATV s'accompagne d'une diminution des symptômes négatifs, alors qu'une régulation affaiblie les aggrave.

Le cervelet a l'avantage d'être situé en surface du crâne. Il est donc accessible à des techniques non invasives visant à rééquilibrer le système de la récompense, comme la stimulation magnétique transcrânienne, contrairement à l'ATV, profondément enfouie. Un essai clinique randomisé a déjà été lancé afin d'évaluer l'efficacité de cette approche chez des patients. Il devrait livrer ses premiers résultats en 2028.

ALEXANDRE POUGET DISTINGUÉ PAR LA SOCIETY FOR NEUROSCIENCE



Professeur au Département des neurosciences fondamentales et membre du Centre Synapsy de recherche en neurosciences pour la santé mentale (Faculté de médecine), Alexandre Pouget est le lauréat 2025 du Prix Swartz pour les neurosciences théoriques et computationnelles. Ses travaux visent à décrypter les mécanismes cérébraux dans des domaines comme les représentations spatiales, les transformations sensori-motrices, le contrôle de l'attention ou encore la prise de décision.

NICOLAS ROEHRI EST PRIMÉ PAR LA LIGUE SUISSE CONTRE L'ÉPILEPSIE



Chercheur au Département des neurosciences cliniques (Faculté de médecine), Nicolas Roehri a reçu le Prix d'encouragement de la recherche de la Ligue suisse contre l'épilepsie. Ses travaux portent la localisation des sources de l'activité électrique dans le cerveau à l'aide de données fournies par l'électroencéphalogramme et de l'imagerie par résonance magnétique. L'un des objectifs est de délimiter plus précisément la zone irritative dans laquelle apparaissent les potentiels épileptiques sans requérir l'implantation d'électrodes par voie chirurgicale.

VACCINOLOGIE

Les anticorps contre la grippe saisonnière protègent de la grippe aviaire

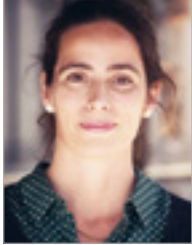
Selon une étude parue le 7 janvier dans *Nature Communications*, certains anticorps produits contre la grippe saisonnière offrent une première ligne de défense contre le virus de la grippe aviaire H5N1 qui circule déjà dans plusieurs régions du monde, y compris en Suisse, et qui a récemment contaminé des bovins et des humains. L'équipe de Benjamin Meyer, collaborateur scientifique au Centre de vaccinologie (Faculté de médecine), a ainsi montré que des anticorps dits à «réaction croisée», générés lors d'infections ou de vaccinations contre la grippe saisonnière, reconnaissent la «tige» du virus H5N1 – une structure commune aux virus grippaux – et freinent sa propagation entre cellules.

Ces anticorps ne bloquent pas l'entrée du virus dans une cellule mais entravent sa capacité à s'en détacher et à en infecter d'autres. Les niveaux de ces anticorps varient selon l'histoire vaccinale et l'âge des individus. Ceux vaccinés en 2009 contre la grippe H1N1 – avec un adjuvant destiné à amplifier la réponse immunitaire – présentent encore aujourd'hui des concentrations plus élevées de ces anticorps protecteurs. Par ailleurs, les personnes nées avant 1965 disposent naturellement d'une meilleure immunité croisée contre H5N1, probablement parce qu'elles ont été exposées dans leur enfance à des virus grippaux des sous-types H1 ou H2, qui partagent des éléments structuraux avec le virus aviaire.

ASTRONOMIE

Une exoplanète lâche un double échappement atmosphérique

**GÉRALDINE HAACK
DISTINGUÉE PAR
LA FONDATION
PHILANTHROPIQUE
FAMILLE SANDOZ**



Chercheuse à la Section de physique (Faculté des sciences), Géraldine Haack est la lauréate 2025 du Programme «Monique de Meuron – PFPS pour la relève universitaire» de la Fondation philanthropique famille Sandoz. Cette distinction, sous la forme d'une bourse, lui est remise pour son projet «Non-equilibrium quantum systems, from foundations to quantum technologies».

**NICOLAS MACH ET RÉMI
VERNET LAURÉATS DU PRIX
DE LA RECHERCHE PFIZER**

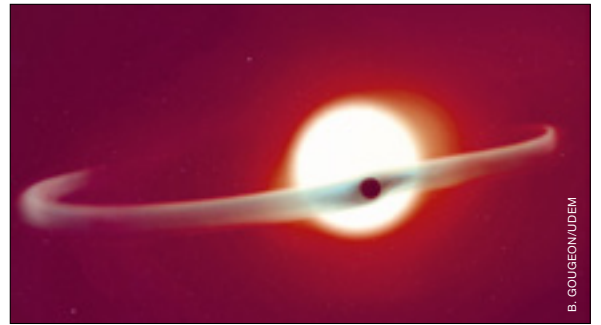


Nicolas Mach (à gauche) et Rémi Vernet (à droite), respectivement professeur et adjoint scientifique au Département de médecine (Faculté de médecine), figurent parmi les 12 lauréats du Prix Pfizer 2026. Les deux scientifiques sont récompensés pour leurs travaux pionniers dans l'immunothérapie contre le cancer. Ils ont mis au point un vaccin thérapeutique anticancéreux personnalisé qui combine tous les antigènes spécifiques de la tumeur et la production d'immunostimulants puissants.

L'atmosphère de l'exoplanète WASP-121b s'échappe dans l'espace par deux côtés. La géante gazeuse ultra-chaude est en effet affublée de deux queues d'hélium extrêmement longues, s'étendant de part et d'autre de la planète sur plus de la moitié de son trajet autour de l'étoile, formant comme une demi-chambre à air. C'est ce qu'a révélé une étude réalisée avec le télescope spatial James Webb (JWST) et publiée le 8 décembre dans *Nature Communications* par une équipe internationale dont font partie des scientifiques du Département d'astronomie (Faculté des sciences).

WASP-121b orbite si près de son étoile que sa révolution ne dure que trente heures. C'est l'intense rayonnement de l'étoile, très proche, qui chauffe son atmosphère à plusieurs milliers de degrés, permettant aux gaz légers comme l'hydrogène et l'hélium de s'échapper dans l'espace. Jusqu'à présent, les scientifiques n'avaient obtenu que de courts aperçus de ces flux atmosphériques lors de transits planétaires, ces quelques heures où la planète passe devant son étoile, mais sans savoir jusqu'où ils s'étendaient ou comment ils évoluaient.

Grâce au JWST, les scientifiques ont observé WASP-121b pendant près de trente-sept



L'exoplanète WASP-121b et son impressionnante double queue d'hélium qui s'étend sur près de 60% de son orbite autour de son étoile hôte.

heures consécutives. En suivant l'absorption des atomes d'hélium dans l'infrarouge, les scientifiques ont découvert que non seulement le gaz entourant l'exoplanète s'étend sur plus de la moitié de l'orbite mais qu'en plus il forme en réalité deux queues distinctes. Une queue traînante, repoussée par le rayonnement et le vent stellaire, et une queue de tête, courbée en avant de la planète, probablement attirée vers l'étoile par sa gravité. Ensemble, ces deux «écoulements» couvrent une distance équivalente à plus de 100 fois le diamètre de la planète, soit plus de 3 fois la distance séparant la planète de son étoile.

ASTROPHYSIQUE

Ristretto sera à même de détecter l'exoplanète la plus proche de la Terre

Une fois installé sur le Very Large Telescope (VLT) au Chili, le spectromètre Ristretto sera capable de détecter Proxima b, une planète dont la taille et la température rappellent celles de la Terre et qui est en orbite autour de Proxima du Centaure, l'étoile la plus proche du système solaire. L'appareil, conçu et développé au Département d'astronomie (Faculté des sciences), permettra aussi de mesurer l'éventuelle présence d'oxygène ou d'eau dans l'atmosphère de cette exoplanète évoluant à 4,2 années-lumière d'ici. C'est ce que vient de démontrer une simulation très poussée de ce spectrographe de haute précision, rapportée en octobre dans *Astronomy & Astrophysics*.

Cette simulation s'appuie notamment sur les premiers résultats techniques obtenus sur des prototypes de plusieurs composants clés de Ristretto qui doit être monté sur le VLT en 2030. Il s'agit notamment d'un coronographe à «unité intégrale de champ», destiné à masquer la lumière de l'étoile, et d'un système d'optique adaptative dite «extrême», qui corrige les perturbations de l'atmosphère terrestre lors d'observations astronomiques.

La simulation montre qu'avec Ristretto, le VLT sera capable de détecter Proxima b après seulement 55 heures d'observation et l'éventuelle présence d'oxygène ou d'eau dans son atmosphère après 85 heures.

NEUROSCIENCES

Regards photographiques sur la neurodiversité



«La danse des neurones, Climax», détail, photo d'Isabell Begemann, atelier reportage photo «Comprendre et combattre les préjugés».

Dans le cadre d'un atelier reportage encadré par le photographe genevois Denis Ponté, 11 étudiantes et étudiants, issus du cours interfacultaire «Comprendre et combattre les préjugés» donné par Klea Faniko (Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation) ainsi que du programme Horizon académique, ont exprimé leur appréhension des troubles neurodéveloppementaux à travers des œuvres photographiques. Comment les étudiants perçoivent-ils les troubles du développement intellectuel, les troubles du spectre autistique ou encore les troubles du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité?

Quel impact ont ceux-ci sur les personnes concernées et sur leur entourage? Comment concilier ce type de troubles avec des études et avec la vie privée?

Les représentations visuelles résultant de ces questionnements intimes ont été exposées cet hiver aux Bains des Pâquis, dans le cadre de la 5^e édition du cycle d'expositions Université | Diversité, une contribution à la Journée internationale des personnes en situation de handicap, célébrée chaque 3 décembre.

Les troubles neurodéveloppementaux sont autant de particularités du développement, longtemps ignorées ou mal diagnostiquées,

qui concernent aujourd'hui près de 10% de la population. Ces pathologies bénéficient depuis quelques années d'une meilleure compréhension quant à leur origine et d'un changement de regard. On parle en effet désormais de neurodiversité, soit une variation naturelle du fonctionnement cérébral, plutôt que d'affection. Ces troubles neurodéveloppementaux entraînent néanmoins des difficultés importantes dans l'acquisition et l'exécution de fonctions intellectuelles, motrices, langagières ou sociales, rendant le parcours scolaire et professionnel particulièrement complexe pour les personnes touchées.

SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT

Un livre blanc veut aider les initiatives locales contre le réchauffement global



«Adaptation AGORA», un projet Horizon Europe dont l'Université de Genève fait partie, a publié le 15 décembre un *Livre blanc politique* destiné à orienter les politiques publiques dans la mise en œuvre et le soutien d'initiatives locales en faveur de la résilience climatique. Le projet part du constat que malgré de nombreuses initiatives locales réussies, l'engagement des citoyennes et citoyens en Europe dans l'adaptation au changement climatique reste dispersé et se limite souvent à quelques projets pilotes. «*Il ne suffit plus de consulter la population ponctuellement*, explique Enora Bruley, chercheuse à l'Institut des sciences de l'environnement. *Pour réussir, l'Europe doit donner aux communes les moyens financiers d'agir durablement et de garantir que les voix des populations les plus vulnérables influencent les décisions. Sans cela, les pratiques d'adaptation risquent paradoxalement*

de renforcer les inégalités existantes au lieu de les résorber.»

L'objectif d'Adaptation AGORA vise précisément à renforcer les communautés locales. Pour y parvenir, le projet a développé quatre outils numériques: un hub communautaire, deux académies numériques, une application mobile et un guide numérique destinés à sensibiliser au changement climatique et à ses enjeux d'adaptation. Le projet se veut aussi un espace dynamique d'échanges où citoyens et experts mettent en commun leurs connaissances pour concevoir et mettre en œuvre des solutions résilientes.

Le *Livre blanc politique* consolide des enseignements et des recommandations concrètes. Avec l'objectif d'influencer les stratégies d'adaptation climatique européennes et nationales, elle est le fruit d'une analyse rigoureuse de la recherche scientifique et des politiques européennes actuelles, enrichie par les expériences de terrain (en Allemagne, Suède, Espagne et Italie). Destiné à devenir une ressource pour le monde politique, ce document recommande ainsi d'inscrire la participation citoyenne dans les mandats légaux plutôt que de la laisser optionnelle, d'allouer des budgets spécifiques aux municipalités pour mener ces actions, ou encore d'intégrer l'éducation au climat dans les programmes scolaires pour sensibiliser les futures générations.

PSYCHOLOGIE ET SCIENCES DE L'ÉDUCATION

Notre cerveau reconnaît mieux la voix des chimpanzés que celle des bonobos

Certaines zones du cortex auditif chez l'humain réagissent spécifiquement aux vocalisations des chimpanzés, ses plus proches cousins, révèle une étude parue le 25 novembre dans *eLife*, et menée par une équipe de la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation. Ces résultats suggèrent l'existence de sous-régions cérébrales particulièrement sensibles aux vocalises de certains primates.

Les scientifiques ont présenté à 23 participants des vocalisations provenant de quatre espèces: des humains, en guise de contrôle; des chimpanzés, proches de nous à la fois génétiquement et acoustiquement; des bonobos, également proches génétiquement, mais dont

les vocalises rappellent davantage des chants d'oiseaux; et des macaques, plus éloignés de l'humain sur les deux plans. Grâce à l'imagerie par résonance magnétique fonctionnelle, ils ont observé que le gyrus temporal supérieur, une région du cortex auditif impliquée dans le traitement du langage, de la musique et des émotions, s'active en réaction aux vocalises de certains primates et de manière beaucoup plus intense à celles de chimpanzés que de bonobos ou de macaques. Cette découverte suggère que certaines régions du cerveau humain pourraient avoir conservé, au fil de l'évolution, une sensibilité aux vocalisations de proches cousins.

ALEJANDRO POZAS-KERSTJENS LAURÉAT DE L'INTERNATIONAL QUANTUM EARLY CAREER AWARD



Chercheur de la Section de physique (Faculté des sciences), le Dr Alejandro Pozas-Kerstjens s'est vu décerner l'International Quantum Early Career Award 2025. Ce prix, remis par IOP Publishing, vient récompenser ses travaux dans le domaine de la communication et de l'informatique quantique.

LES SCIENCES DE LA TERRE ET L'ASTRONOMIE PRIMÉS PAR LE BUREAU DES CONGRÈS

Le Bureau des congrès de Genève (Genève tourisme) a remis un Impact Award à Costanza Bonadonna, Luca Caricchi et Joël Ruch, professeurs à la Section des sciences de la Terre et de l'environnement (Faculté des sciences), pour la mise sur pied de l'assemblée scientifique de l'Association internationale de volcanologie et de chimie de l'intérieur de la Terre, qui a rassemblé 1050 experts du monde entier venus présenter leurs travaux dans le domaine de la prévention et de la gestion des désastres volcanologiques. Un deuxième Impact Award a été décerné à Roland Walter, professeur au Département d'astronomie (Faculté des sciences), pour l'organisation de la 39^e Conférence internationale sur les rayons cosmiques qui a réuni 1173 participants. Il y a été question non seulement de rayons cosmiques, mais aussi de neutrinos, de matière noire et d'ondes gravitationnelles.

THÈSES

Toutes les thèses sont consultables dans l'archive ouverte de l'UNIGE:
<https://archive-ouverte.unige.ch>

FACULTÉ DES LETTRES

Le pain de la résistance

Quelle place tient la boulangerie dans la société ouïghoure? Comment ce savoir-faire a-t-il été impacté par la colonisation chinoise et dans quelle mesure a-t-il été mobilisé comme une ressource permettant à la société ouïghoure d'endurer cette colonisation, mais aussi de lui résister? Basée sur une enquête de terrain de sept mois en Chine et en Turquie, complétée par l'analyse de sources ouïghoures, chinoises et turques, cette thèse propose de répondre à ces questions en combinant les approches historique et anthropologique du fait alimentaire en situation coloniale. Le pain, que les Ouïghours désignent au moyen du terme persan «naan», est ainsi envisagé comme un objet à la fois culturel et politique, qui permet de situer la société ouïghoure dans différents processus passés et contemporains. Tout d'abord, son développement en tant que société sédentaire d'Asie centrale, dont les modes de vie et d'organisation sociale sont fortement ancrés dans l'agriculture paysanne, l'architecture des oasis et l'islam soufi. Ensuite, la colonisation chinoise du Turkestan oriental,

aujourd'hui officiellement désigné comme la Région autonome ouïghoure du Xinjiang, et la transformation progressive de ce territoire en colonie de peuplement de la République populaire de Chine. Enfin, l'émergence de pratiques de résistance à la colonisation chinoise dans lesquelles le naan a joué – et joue encore –, un rôle déterminant.

Rompre le naan: boulangerie ouïghoure et colonisation chinoise, 1877-2023, thèse en lettres, par Léo Mailliet, Dir. Laure Zhang, Stéphane Dudoignon, 2025 6 archive-ouverte.unige.ch/unige:189257

FACULTÉ DES SCIENCES

La Falémé, carrefour du Sahel médiéval

Situé dans la vallée de la Falémé (Sénégal oriental), le site de Djoutoubaya a été occupé entre le IX^e et le XIV^e siècle. Une période caractérisée par le développement d'entités politico-économiques et un commerce transsaharien florissant entre les populations ouest-africaines et les populations arabo-musulmanes installées au nord du désert. Lancées en 2016, les fouilles menées à Djoutoubaya ont révélé des vestiges singuliers qui questionnent l'insertion de

FACULTÉ DE PSYCHOLOGIE ET DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION

À la table des chimpanzés

Cette thèse étudie les propensions culturelles au sein d'une communauté de chimpanzés de la forêt de Bugoma, en Ouganda. Grâce à l'intégration systématique d'expériences comportementales, d'un suivi écologique et de mesures physiologiques, l'auteure a étudié les facteurs influençant l'utilisation d'outils et les décisions en matière de recherche de nourriture. Des expériences sur le terrain visant à tester l'extraction du miel ont révélé que cette communauté présente de manière unique des comportements à la fois de fabrication d'outils à base de bâtons et d'épongement de feuilles, ce qui suggère le

rôle potentiel de Bugoma en tant que jonction culturelle entre les forêts voisines. Kelly Mannion a également constaté une préférence inattendue pour l'écorce d'un arbre spécifique, le *Trilepisium madagascariense*, plutôt que pour le miel facilement accessible. Les composés bénéfiques de cet aliment confirment l'existence d'une stratégie sophistiquée de recherche de nourriture visant à combler à la fois des besoins nutritionnels immédiats et des besoins médicaux potentiels.

Investigating Drivers of Tool Use Behavior in Bugoma Forest Chimpanzees, thèse en psychologie, par Kelly Mannion, Dir. Thibaud Gruber, 2025 archive-ouverte.unige.ch/unige:188975

cet habitat non seulement au sein de ces réseaux d'interaction transsahariens, mais aussi dans les réseaux d'échanges ouest-africains. L'un des intérêts de cet habitat réside en effet dans la découverte de bâtiments en briques de terre crue, une architecture peu répandue dans le Sahel médiéval, et la possibilité d'un travail in situ de l'or et/ou du cuivre. Deux ressources prisées par le commerce transsaharien, mais dont les vestiges attestant de leur exploitation et/ou de leur

transformation en contexte ouest-africain sont peu nombreux. Cette thèse vise à comprendre non seulement les modalités d'apparition de ces technologies au sein du site de Djoutoubaya, mais aussi l'insertion de ce dernier dans les réseaux d'interaction à l'échelle locale, régionale et extrarégionale. **En marge des grands empires sahéliens: Djoutoubaya, un habitat du Bambouk médiéval (Sénégal oriental)**, thèse en sciences, par Céline Cervera, Dir. Anne Mayor, Éric Huysecom, 2025 archive-ouverte.unige.ch/unige:188910

Abonnez-vous à « Campus » !

en scannant le code QR ou en envoyant le coupon ci-dessous (merci de compléter tous les champs):

Je souhaite m'abonner gratuitement à « Campus »*

Nom

Prénom

Adresse

N° postal/Localité

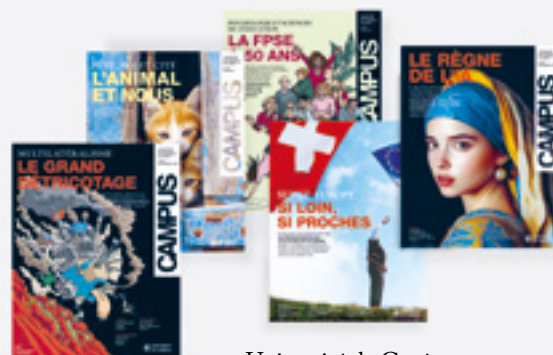
Tél.

E-mail

* Hors frais de livraison à l'étranger

Découvrez les recherches genevoises, les dernières avancées scientifiques et des dossiers d'actualité sous un éclairage nouveau.

L'Université de Genève comme vous ne l'avez encore jamais lue!



Université de Genève
 Service de communication
 24, rue Général-Dufour
 1211 Genève 4
campus@unige.ch
www.unige.ch/campus



ADOBESTOCK

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

UNE APPLICATION MOBILE DESSINE LE FUTUR DE CHAQUE VIGNOBLE

DANS 50 ANS,
**LES CONDITIONS
ENVIRONNEMENTALES
D'UN VIGNOBLE DONNÉ
SERONT MODIFIÉES**
À CAUSE DES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES.
UNE APPLICATION MOBILE
PERMET D'IDENTIFIER
LES RÉGIONS EN EUROPE
DANS LESQUELLES C'EST
DÉJÀ LE CAS.

En 2070, les conditions environnementales d'une vigne à Dardagny, dans le canton de Genève, ressembleront à celles observées aujourd'hui à Saint-Matré (sud-ouest de la France), son «analogue climatique», comme disent les scientifiques. Cette commune viticole située à une centaine de kilomètres au nord de Toulouse fait partie de l'AOC de Cahors (à la réputation plus qu'honorable) et dont le cépage de référence, le malbec, est déjà cultivé par plusieurs vigneronnes et vignerons genevois. Il se trouve que cette projection a été produite à l'aide de l'application mobile «Analogues climatiques – Vignes», développée sur la base d'une étude menée par l'équipe de Jérôme

Kasparian, professeur associé à la Faculté des sciences et directeur de l'Institut des sciences de l'environnement, en collaboration avec Agroscope, à Changins, et parue dans la revue *Agricultural and Forest Meteorology*.

Cet outil informatique applique à la viticulture le concept d'«analogue climatique». Ce dernier correspond à une région dont le climat actuel est celui qui, selon les modèles climatiques, régnera dans 20, 30 ou 50 ans dans une région prise comme référence. Dans le cas spécifique de la vigne, l'algorithme tient non seulement compte de l'évolution de la température mais aussi de celle des pathogènes, tout en intégrant des corrections sur l'altitude et l'exposition des parcelles au soleil.

Grappe de malbec, cépage emblématique de la région de Cahors. Cette région du sud-ouest de la France présente des conditions environnementales qui ressemblent à celles qui régneront dans les vignobles genevois en 2070.

Plus de 20 000 parcelles Pour calculer les analogues de n'importe quelle vigne d'Europe, les scientifiques ont intégré 57 régions viticoles et plus de 20 000 parcelles de vignes individuelles collectées sur la base de données européenne Corine Land Cover et pour lesquelles les latitudes et les expositions ont été fournies par le Modèle numérique d'élévation européen d'Eurostat. Les projections climatiques, elles, s'étendent jusqu'en 2090 et ont été obtenues grâce au programme Cordex, qui regroupe les résultats de nombreux modèles climatiques régionaux à haute résolution spatiale couvrant l'Europe jusqu'à la fin du XXI^e siècle.

«La fin du siècle correspond à l'échéance classique des modélisations climatiques, explique Jérôme Kasparian. C'est donc surtout pour des problèmes de disponibilité – et de fiabilité – des données que nous avons limité les prévisions de notre algorithme à 2090. Et de toute façon, la durée de vie d'une vigne ne dépasse guère cinquante ou soixante ans. Il n'est donc pas forcément pertinent de pousser les simulations au-delà.»

Plus concrètement, l'application intègre six indices bioclimatiques essentiels. Ceux-ci tiennent compte de l'évolution dans le temps des conditions thermiques d'une région pendant la saison de croissance (l'indice de Huglin), du nombre de jours de gel (ayant une température minimum sous -2 °C) et du nombre de jours de canicule extrême (où la moyenne de la température sur vingt-quatre heures dépasse 35 °C). Il considère également la pression phytosanitaire exercée par la flavescence dorée, une bactérie redoutable, ainsi que par le mildiou et l'oïdium, des champignons ravageurs bien connus des viticulteurs et dont la prolifération dépend beaucoup de l'humidité et des précipitations.

En ne faisant varier que les indices liés à la température, le logiciel produit des analogues qui se déplacent principalement selon l'axe nord-sud et en altitude. Quand on modifie

ceux relatifs aux pathogènes, il provoque des déplacements est-ouest.

«Futur jumeau» À l'aide de cette nouvelle application mobile, les viticulteurs européens et genevois sont désormais en mesure d'anticiper l'impact du changement climatique sur leur vigne en s'informant sur les pratiques qui sont à l'œuvre sur leur «futur jumeau» climatique. La vigne de Dardagny peut donc s'inspirer du savoir-faire des viticulteurs de Saint-Matré, mais pas seulement. L'interface permet en effet de choisir le nombre d'ana-

«ON ENTEND SOUVENT QU'À CAUSE DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE, LE NORD DE LA FRANCE OU LE SUD DE L'ANGLETERRE SERONT LES FUTURS ELDORADOS DE LA VIGNE.»

logues que l'on désire afficher sur la carte (jusqu'à 20), tout en évitant les parcelles voisines. Dans le cas de Dardagny, les dix meilleurs candidats s'étendent du sud-ouest de la France (Saint-Matré, Boisse, Montpezat-de-Quercy, Bruniquel et Vindrac-Alayrac) à la Slovaquie (Modra, Tesáre et Orechová) en passant par l'Alsace (Nothalten) et la Slovénie (Veliki Rigelj). *«La recherche des analogues climatiques dépend de trop de paramètres pour qu'il puisse y avoir un résultat unique et exact,*

Le fait d'identifier plusieurs analogues offre au vigneron un plus grand nombre d'options pour affronter le futur.»

De manière générale, l'étude révèle un déplacement de l'aptitude viticole – la capacité d'un territoire à produire durablement un raisin de qualité – vers le nord de l'Europe et dans des zones en moyenne 650 m plus élevées qu'actuellement. Toutefois, l'augmentation prévue de l'humidité dans la plupart de ces nouvelles régions pourrait compromettre la durabilité de la viticulture à long terme en intensifiant la pression des maladies. La filière vinicole devra donc anticiper des mutations géographiques majeures et adapter ses pratiques d'ici à la fin du siècle.

Options coûteuses *«On entend souvent qu'à cause du réchauffement climatique, le nord de la France ou le sud de l'Angleterre sont les futurs eldorados de la vigne, commente Jérôme Kasparian. Mais il est probable que les traitements phytosanitaires qui seront nécessaires pour contrer l'assaut des pathogènes rendront ces options très coûteuses, tant en termes économiques qu'écologiques.»*

Le retour des vigneronnes et vigneron approchés par les scientifiques est globalement positif et les professionnels de la vigne ont appréhendé ce nouvel outil, qui leur est destiné en premier lieu, à l'aune de leurs propres préoccupations. En effet, ce que les scientifiques présentent comme étant un outil permettant d'aller «voir sur le terrain à quoi pourrait ressembler leur vigne dans le futur» est aussi reçu par les professionnels de la vigne comme une manière d'identifier le lieu où envoyer en stage les étudiants en viticulture pour les préparer au jour où ils seront en pleine activité.

REPRÉSENTATIONS

GÉNÉALOGIE DU «PÉRIL JAUNE»

LA «RELATION SPÉCIALE»
QUE SE VANTE
D'ENTREtenir LA RUSSIE
AVEC LA CHINE **CACHE UNE
PEUR ET UNE MÉFIANCE**
SEMBLABLES À CELLES QUI
SÉVISSENT EN OCCIDENT
DEPUIS L'ANTIQUITÉ ENVERS
CE LOINTAIN VOISIN.

Pandémie de Covid-19, menaces sur l'indépendance de Taïwan et déferlante de la fast-fashion sont autant de sujets qui alimentent la crainte de la Chine dans l'opinion publique. Faut-il voir dans ce processus une résurgence des schémas mentaux qui ont nourri le mythe du «péril jaune» depuis la fin du XIX^e siècle? Ces idées sont-elles partagées au-delà des frontières de l'Occident et, plus particulièrement, au sein d'une Russie qui a longtemps vanté la spécificité de ses relations avec l'espace asiatique? Ces deux questions sont au centre de l'ouvrage que Iacopo Adda, collaborateur scientifique au Global Studies Institute, a tiré de sa thèse de doctorat (lire aussi *Campus* 150). Explication de texte.

Au-delà de ses relents racistes, l'expression «péril jaune» est un concept complexe et polymorphe, avertit d'emblée l'auteur. Selon les pays, les périodes et les supports, elle renvoie ainsi tantôt à la Chine, tantôt au Japon, tantôt à l'Asie en général. Le terme peut par ailleurs désigner autant la crainte d'une invasion militaire que celle d'une submersion migratoire, d'une contamination culturelle ou d'une rivalité économique. Loin d'être confiné aux sphères géopolitiques, il s'est en outre largement diffusé dans la culture populaire par l'entremise d'une multitude d'affiches, de romans, de bandes dessinées ou de films qui ont contribué à façonner un imaginaire collectif autour de la figure d'un «autre Asiatique» à la fois fascinant et inquiétant.

Le «péril jaune», explique en substance Iacopo Adda, condense des angoisses liées au déclin supposé de l'Europe, à la concurrence démographique et industrielle, mais aussi à la fragilité de la logique impérialiste. Il

fonctionne ainsi comme un miroir inversé de l'idéologie du progrès, promue par les sociétés occidentales.

Racines anciennes Bien qu'il faille attendre la seconde moitié du XIX^e siècle pour voir ce discours se propager à large échelle, le phénomène a des racines anciennes. Dès l'Antiquité, l'Europe et l'Asie sont en effet considérées comme deux mondes irréconciliables. La première ayant l'apanage de la civilisation tandis que la seconde serait dévolue à la barbarie. Selon ce partage, fortement influencé par l'image que les Grecs anciens se faisaient des Perses, les peuples orientaux cultiveraient un penchant pour les systèmes politiques théocratiques, tyranniques et despotiques. Leurs mœurs étant caractérisées par la paresse, l'indolence, la corruption de l'esprit et la luxure. Ce qui ne les empêche pas d'être dangereux, la soif de pouvoir des tyrans orientaux pouvant les pousser à déchaîner leurs «innombrables hordes d'esclaves» contre les «hommes libres» des civilisations européennes. Un récit nourri à l'ouest par les incursions d'Attila et de ses guerriers huns, qui trouve son équivalent à l'est avec les cavaliers mongols de la Horde d'Or. Après une brève accalmie durant le siècle des Lumières, qui voit se développer des sentiments sinophiles, cette perception négative de l'Asie subit un processus de dégradation continu motivé par l'évolution des rapports de force (militaire et économique) entre puissances européennes et orientales.

Après avoir constitué un argument justifiant les entreprises impérialistes des Européens en Asie, le discours raciste à l'égard des Asiatiques s'affirme en effet comme un outil d'exploitation de ceux qui ont émigré vers des



Caricature française dénonçant l'impérialisme japonais dans la région de l'océan Pacifique, vers 1941.

Face à l'incapacité de l'administration locale à régler le problème et aux difficultés que connaît la construction du dernier tronçon de la ligne ferroviaire du transsibérien, les Chinois vont rapidement faire figure de bouc émissaire idéal. «*C'étaient eux qui distraient les ouvriers russes avec leur vodka et leurs maisons de jeux clandestines; c'étaient eux qui portaient atteinte aux grands plans sociaux du gouvernement en concurrençant la main-d'œuvre russe en se contentant de petits salaires; et c'étaient toujours eux les prétendus coupables d'une situation géopolitique perçue comme dangereuse*», résume Iacopo Adda.

Bien que calquée sur les pratiques occidentales, cette mécanique, qui s'accélère après la défaite face au Japon de 1905 et l'intervention russe dans la révolte des Boxers, a toutefois ses spécificités. En fonction des circonstances, l'Asie est même présentée par certains penseurs russes comme une alternative à la décadence européenne, le «péril jaune» devenant de fait une ressource rhétorique mobilisable aussi bien par des courants nationalistes que par des idéologies anti-occidentales. Une ambivalence que l'on retrouve d'ailleurs à l'époque soviétique, où le discours officiel oscille entre solidarité avec les peuples asiatiques et méfiance stratégique envers la Chine. Une situation qui fait écho à la position actuelle du régime de Vladimir Poutine, à la différence près que, comme en Occident, la peur de la Chine n'est plus celle de la barbarie, mais celle du dépassement.

Vincent Monnet

régions telles que la Californie, l'Australie, la Nouvelle-Zélande afin de fournir une main-d'œuvre bon marché d'autant plus nécessaire à ces régions que le recours à l'esclavage n'est plus possible.

Largement reprise par la culture populaire (médias, littérature, arts graphiques), cette rhétorique va dès lors rapidement se diffuser à l'ensemble des sociétés occidentales, au sein desquelles le clivage civilisationnel et racial induit par la peur du «jaune» agit comme une forme de substitut aux luttes de classes naissantes. Discriminée, stigmatisée, ghettoisée, la main-d'œuvre asiatique – un temps indispensable à la construction des infrastructures et à la fourniture de services de première nécessité aux populations «blanches» – se voit progressivement exclue de ses sociétés d'accueil.

Menace séculaire Et à peu de chose près, ce qui est vrai de l'Occident est également valable

pour la Russie. Là aussi, l'idée d'une menace qui pourrait surgir de l'est est ancrée dans les consciences de manière séculaire. «*Cet autre Asiatique, appartenant souvent au monde nomadique des steppes, avait acquis, au cours de presque un millénaire, des traits tantôt dangereux, tantôt fascinants, tantôt rétrogrades, tantôt louables et tantôt méprisables, selon les nécessités et les interprétations du moment*», écrit Iacopo Adda.

Et c'est presque naturellement que lors de l'expansion de l'empire des tsars vers la Sibérie, les exemples américains et australiens s'imposent comme une source d'inspiration. Les administrateurs russes recrutent donc la main-d'œuvre chinoise locale pour faire fructifier l'industrie aurifère. Le problème, c'est que celle-ci contrôle déjà une bonne partie du commerce de détail dans les petits villages proches de la frontière et, pire, se livre à la contrebande de kachin (un breuvage alcoolisé), dont les Russes sont très friands.

DÉSATURATION

LA SIESTE NETTOIE LE RÉSEAU SYNAPTIQUE

UN SOMMEIL DE COURTE DURÉE DURANT LA JOURNÉE **AMÉLIORE LA CAPACITÉ DU CERVEAU À INTÉGRER ET À MÉMORISER DES INFORMATIONS**, UN EFFET JUSQUE-LÀ OBSERVÉ SURTOUT APRÈS UNE NUIT COMPLÈTE.



Une sieste dans la journée peut aider le cerveau à se régénérer et à améliorer sa capacité d'apprentissage. Dans une étude parue le 14 janvier dans la revue *NeuroImage*, une équipe dirigée par Christoph Nissen, professeur au Département de psychiatrie (Faculté de médecine), démontre en effet qu'un bref endormissement (de quarante-cinq minutes en moyenne) aide à réorganiser les connexions neuronales (les synapses) et facilite ainsi l'encodage de nouvelles informations. Un phénomène qui n'avait jusqu'à présent été observé qu'après une nuit complète de sommeil.

Quand on est éveillé, le cerveau engrange sans arrêt de nouvelles données sur ce qu'il entend, voit ou sent, tout en générant des pensées et des réflexions. L'encodage de ces informations induit ce qu'on appelle un «renforcement des synapses». Le problème, c'est que l'augmentation de cette force synaptique requiert de l'espace et de l'énergie et possède une limite. Après une période d'éveil prolongée, elle conduit en effet à une forme de saturation du réseau neuronal, celui-ci perdant progressivement sa capacité à encoder des informations supplémentaires.

«Redémarrage synaptique» Le sommeil, en modulant le renforcement ou l'affaiblissement des synapses, procède à un nettoyage indispensable sans pour autant perdre les informations importantes acquises durant la période d'éveil. Une sorte de «redémarrage synaptique» qui conduirait à une désaturation du réseau neuronal et le rendrait de nouveau à même de faire son travail d'encodeur effréné durant toute une journée. Des études antérieures ont ainsi montré qu'une nuit sans sommeil bloque la renormalisation de cette plasticité synaptique tandis qu'une nuit d'un sommeil réparateur la restaure totalement. Toute la question est de savoir si une courte sieste suffit pour parvenir au même résultat.

Pour obtenir la réponse, les scientifiques ont recruté 20 jeunes adultes en bonne santé pendant deux après-midi. Le premier jour, les

participants ont effectué une sieste de quarante-cinq minutes en moyenne. Lors de la deuxième session, ils sont restés éveillés. Afin de mesurer ce qui se passe dans leur cerveau avant et après ces séances, l'équipe de recherche a utilisé la stimulation magnétique transcrânienne (SMT) et l'électroencéphalogramme (EEG). À partir des résultats obtenus par ces deux techniques non invasives, il est possible de déduire les indices sur la force et la flexibilité des synapses.

DES PÉRIODES D'ÉVEIL PROLONGÉES CONDUISSENT À UNE FORME DE SATURATION DU RÉSEAU NEURONAL QUI PERD SA CAPACITÉ À ENCODER DES INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES.

C'est ainsi que les scientifiques ont pu montrer que la force synaptique globale dans le cerveau est réduite après la sieste, ce qui indique que celle-ci a bel et bien un effet réparateur. En même temps, il ressort des mesures neuronales que la capacité du cerveau à former de nouvelles connexions est nettement améliorée. Autrement dit, le cerveau est mieux préparé à encoder de nouvelles informations après une sieste qu'après avoir passé un laps de temps équivalent sans dormir.

Explication biologique Dans de nombreuses cultures, la sieste est déjà intégrée comme un élément naturel de la journée, souvent

associée à une amélioration de la vigilance et de l'humeur. Cette étude fournit une explication biologique à cette pratique, en montrant qu'elle agit non seulement comme une pause subjective, mais aussi comme une intervention cognitive active qui restaure la plasticité du cerveau.

Ces résultats pourraient être particulièrement utiles dans les professions et les activités qui exigent une grande capacité de performance mentale ou physique, comme les études, la musique, le sport ou les domaines critiques pour la sécurité. Une courte sieste pourrait y être recommandée pour maintenir l'efficacité, même en cas de forte charge de travail, et pour optimiser l'apprentissage ainsi que la performance cognitive.

Les scientifiques insistent cependant sur le fait qu'il ne faut pas déduire de cette étude l'inverse de ce qu'elle affirme, à savoir que des problèmes occasionnels de sommeil (qu'ils apparaissent durant la nuit ou durant une sieste) mènent automatiquement à une baisse des performances. Ils rappellent également que dans le cas d'une insomnie chronique, par exemple, les systèmes de régulation du sommeil et de l'éveil demeurent en grande partie intacts, les causes étant davantage à chercher du côté

des soucis générés par la crainte de ne pas dormir. Par conséquent, la prise de somnifères n'est pas indiquée, car ces derniers perturbent les processus de récupération naturels du cerveau et peuvent entraîner une dépendance. Il est préférable de se tourner vers une thérapie cognitive comportementale de l'insomnie.

Anton Vos

LES ANGLES MORTS DE LA COLONISATION

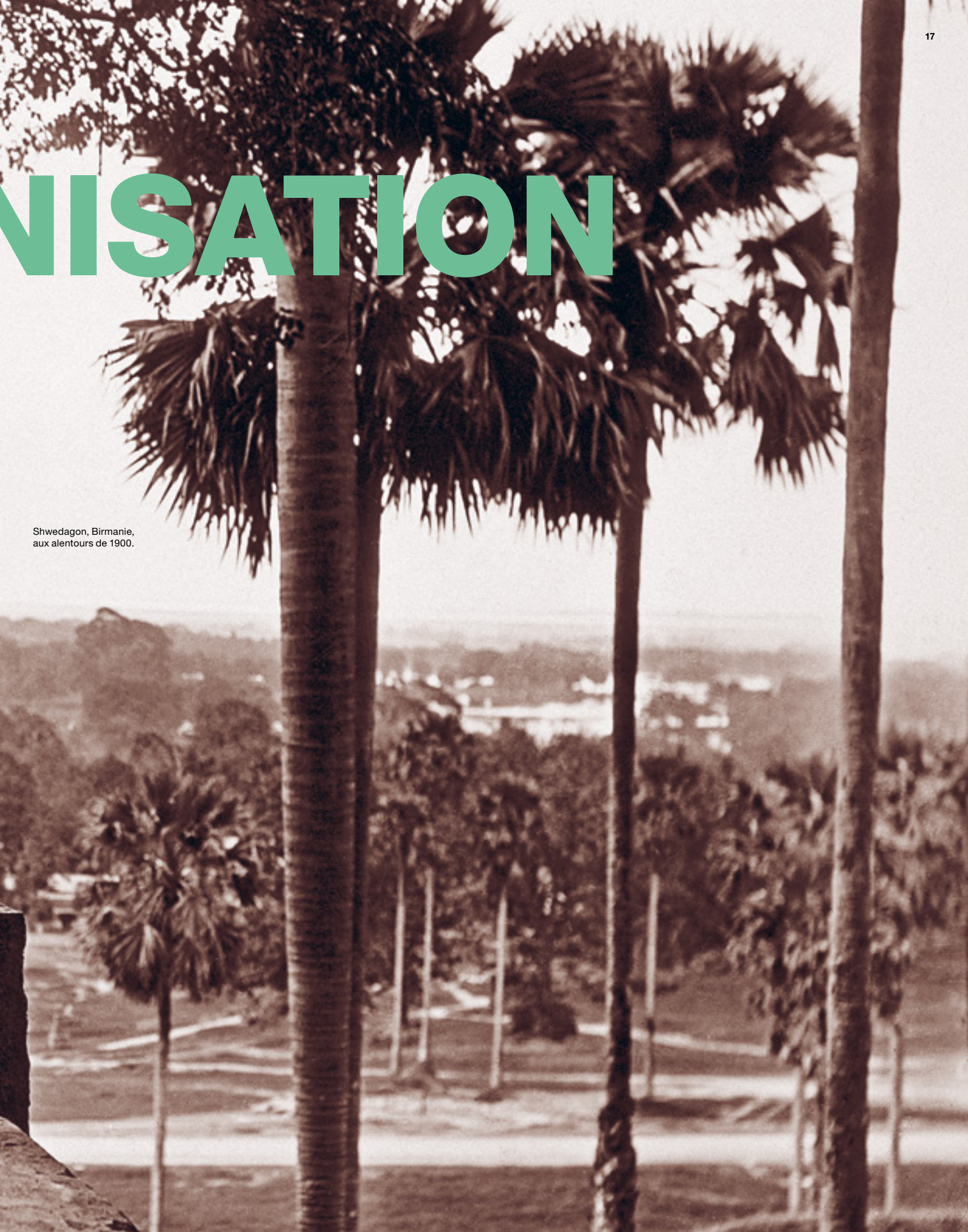
SI LA TRAITE DES ESCLAVES, LA DOMINATION DES POPULATIONS AUTOCHTONES OU LA TRANSFORMATION DES STRUCTURES SOCIOÉCONOMIQUES ET SOUVENT DES CULTURES LOCALES SONT AUJOURD'HUI BIEN DOCUMENTÉES, IL RESTE DE NOMBREUSES ZONES D'OMBRE DANS L'HISTOIRE DE LA COLONISATION. ÉCLAIRAGES.

Dossier réalisé par Anton Vos et Vincent Monnet



UNISATION

Shwedagon, Birmanie,
aux alentours de 1900.



Installé dans le parc de Plaisance lors de l'Exposition nationale de 1896 (qui s'étend alors de l'Arve au parc Gourgas), un village intitulé «Au continent noir», peuplé d'«habitants» africains, est offert à la curiosité des Genevois.

IMPLICATION

GENÈVE, VILLE COLONIALE SANS COLONIES

LA CITÉ DE CALVIN N'A JAMAIS POSSÉDÉ DE COLONIES. MISSIONS PROTESTANTES, SCIENCES COLONIALES ET INSTITUTIONS INTERNATIONALES ONT POURTANT **INSCRIT LA VILLE AU CŒUR DES DYNAMIQUES IMPÉRIALES** DES XIX^E ET XX^E SIÈCLES. RETOUR SUR UN HÉRITAGE AMBIVALENT.



Marie-Luce Desgrandchamps

Chargée d'enseignement au Département d'histoire générale de la Faculté des lettres

Formation: Diplômée de l'Institut des hautes études internationales et du développement, elle obtient un master à Sciences Po Paris avant de soutenir en 2014 une thèse de doctorat en cotutelle entre l'UNIGE et l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Parcours: Chargée d'enseignement à l'UNIGE depuis 2016, elle a été chercheuse invitée à l'Université de Manchester (2017-2018) et chercheuse senior à l'Université de Fribourg (2021-2025). Ses recherches portent sur l'histoire de l'humanitaire, des ONG et de l'aide internationale, en lien avec les dynamiques de la Guerre froide, de la décolonisation et de la mondialisation.

L'histoire de la colonisation ne s'arrête pas avec l'émancipation de l'immense majorité des territoires autrefois placés sous le joug occidental. Cet épisode a en effet laissé de profonds et durables stigmates dans le monde contemporain. C'est vrai pour le continent africain, où de nombreux conflits liés à l'héritage colonial sont encore à l'œuvre aujourd'hui. C'est valable pour le Moyen-Orient, où la domination ottomane puis l'ère des mandats franco-britanniques ont contribué à faire le lit de la mouvance islamiste. Ça l'est aussi pour une France qui, jusqu'à nos jours, peine à faire cohabiter les idéaux hérités de la Révolution de 1789 avec l'héritage de son défunt empire.

Petit État sans accès à la mer ni possessions ultramarines, la Suisse n'échappe pas à la règle. Car même si son implication dans l'entreprise coloniale semble marginale, elle n'en reste pas moins réelle et elle n'est pas restée sans effet sur la société helvétique. Certains effets, qui sont longtemps restés dans l'angle mort de la recherche scientifique, ont fait l'objet d'une série de travaux récents, qui apporte un éclairage bienvenu. À commencer par l'ouvrage consacré à la Genève coloniale, anticoloniale et postcoloniale publié sous la direction conjointe de Marie-Luce Desgrandchamps et de Damiano Matasci, respectivement chargée d'enseignement au Département d'histoire générale (Faculté des lettres) et collaborateur scientifique au sein de la Section des sciences de l'éducation (FPSE). Entretien à deux voix.

Campus: Quand on évoque le colonialisme, on ne pense pas spontanément à Genève ou à la Suisse. Qu'est-ce qui a motivé le choix de cette problématique?

Damiano Matasci: Comme l'ont illustré les remous autour du bien-fondé du maintien du buste de Carl Vogt sur le parvis du bâtiment des Bastions, la question du passé colonial de Genève fait aujourd'hui l'objet d'un débat assez vif tant au sein de la sphère publique que du monde politique. Et si, du point de vue de l'historiographie, il est aujourd'hui acquis que la Suisse a aussi un passé colonial, cette idée n'est pas encore totalement entrée dans les représentations publiques. Les recherches historiques sur le cas de Genève restent par ailleurs relativement peu nombreuses. C'est pourquoi nous avons organisé un colloque scientifique consacré à la Genève non seulement coloniale, mais

aussi anticoloniale et postcoloniale, deux aspects largement sous-étudiés. Colloque dont l'ouvrage publié aujourd'hui reprend les contributions.

Marie-Luce Desgrandchamps: Au-delà de ces considérations locales, les travaux rassemblés dans cet ouvrage montrent également que la colonisation ne se réduit ni aux territoires conquis ni aux administrations impériales, mais qu'elle repose sur un ensemble de réseaux – économiques, religieux, scientifiques, culturels ou diplomatiques – qui irriguent non seulement Genève et la Suisse, mais l'Europe entière.

À cet égard, vous montrez que la Société des missions évangéliques de Paris (SMEP) est un des principaux vecteurs de l'implication genevoise dans le monde colonial dès le début du XIX^e siècle...

MLD: De nombreux Genevois s'y engagent en effet en tant que missionnaires, médecins ou enseignants, principalement en Afrique mais aussi en Asie et dans le Pacifique. Et quand ils ne s'impliquent pas directement, les Genevois et les Genevoises soutiennent financièrement et moralement les activités de la Société. Leur engagement s'inscrit pleinement dans l'idéologie de la mission civilisatrice, partagée à l'époque par l'ensemble de l'Europe impériale. Et, ce faisant, il contribue à diffuser un certain nombre de normes culturelles et de représentations hiérarchisées des sociétés colonisées qui influencent la manière dont on va penser les territoires extra-européens depuis la Suisse et depuis Genève.

La présence de ces Genevois dans ces territoires a également des conséquences sur la science. Dans quelle mesure?

DM: De nombreux chercheurs de l'Université ont alimenté le «racisme scientifique» et participé à la production de savoirs coloniaux. Bien qu'il ne soit pas traité dans l'ouvrage, l'exemple le plus connu est celui de Carl Vogt qui, tout en se situant à gauche de l'échiquier politique, a soutenu l'idée qu'il existait une hiérarchie entre les races dans des travaux qui ont eu à l'époque une résonance certaine. On peut également citer l'exemple d'une femme médecin qui œuvrait au Cameroun pour le compte de la SMEP et

PARC DE PLAISANCE

EXPOSITION GENÈVE 1896



CHEVALLEY, PHOT.

VILLAGE NOIR

Reproduction interdite.

ICONOGRAPHIE / BIBLIOTHÈQUE DE GENÈVE

GENÈVE A ACCUEILLI UNE DIZAINE DE ZOOS HUMAINS

«Sans mauvais jeu de mots, il y a beaucoup de blancs dans l'histoire des Villages noirs et des shows dits "exotiques" à Genève, écrit Thierry Maurice, collaborateur à la Maison de l'histoire, dans sa contribution à l'ouvrage collectif *Genève (post)coloniale, les ambivalences d'une ville suisse et internationale. Des blancs au sens de la couleur de peau de ceux qui organisent ou assistent à ces manifestations [...]. Des blancs également au sens des lacunes dont témoignent les archives à ce propos.*»

C'est l'Exposition nationale de 1896 à Genève qui montre le premier «Village nègre» (nom officiel) de Suisse romande. Cette exposition accueille 227 personnes d'Afrique de l'Ouest qui vivent dans des cases sous les yeux des visiteurs curieux venus les observer comme au zoo. La

Gazette de Lausanne décrit «de vrais nègres, non dressés à la vie civilisée» qui auraient le «génie de l'imitation les rapprochant des singes».

Dans la continuité de l'Exposition nationale, le parc des Eaux-Vives se transforme en un lieu récréatif permanent et se dote de deux Villages exotiques destinés à être occupés par des «troupes», engagées pour simuler une vie autochtone. En 1906, le parc accueille ainsi pour un mois un Village abyssin, composé de 70 hommes, femmes et enfants. Et en 1907, c'est un Village hindou qui s'installe, accompagné d'éléphants, zébus, ours dressés, singes et foule de serpents. Le parc est contraint de fermer ses portes en 1910 pour des raisons financières et est remplacé par un nouveau projet de champ de foire exploité par la société Luna Park.

Au milieu des attractions, une centaine de personnes présentées comme issues du Sénégal sont parquées de mai à octobre 1911 dans un Village noir baptisé «L'Afrique mystérieuse». Un simulacre de plus dans lequel la presse voit des membres issus de «tribus féroces» et des visiteurs venus «respirer cette odeur de suif et de bête fauve que répandent nos congénères colorés». Jugé turbulent et malséant, ce dernier Village noir de Genève est finalement supprimé pour être remplacé par un zoo.

Dans sa contribution, Thierry Maurice cite encore un modeste Village togolais, installé en 1903 dans le jardin de la Brasserie des Casernes (rue du Bois-Melly), un Village sénégalais en janvier 1910 au salon de la Brasserie Handwerck (à l'angle de l'avenue du Mail et de la rue du

Vieux-Billard) et un village éphémère de «nègres blancs», autrement dit de Blancs grimés en Noirs, dans le Bâtiment électoral (à l'emplacement d'Uni Dufour). C'est le dernier zoo humain recensé à Genève, un spectacle qui devient alors incompatible avec son statut de «ville de la Paix» et de siège de la Société des Nations. Pour la majorité du public suisse, écrit encore Thierry Maurice, ces manifestations représentent le premier contact direct avec des populations inconnues. Mais en fait, il n'y a ni rencontre ni connaissance d'autrui possibles. «À cet égard, *Genève et la Suisse participent pleinement à cette forme de diffusion populaire du racisme et de l'idéologie coloniale qui constitue, entre les années 1870 et 1950, le bruit de fond des relations internationales et interculturelles.*»



Damiano Matasci

Collaborateur scientifique à la Faculté des sciences de l'éducation

Formation: Après une licence en histoire économique et sociale à l'UNIGE, il obtient un master à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) de Paris, puis un doctorat en cotutelle entre l'UNIGE et l'EHESS (2012).

Parcours: Chercheur invité à l'Université de Heidelberg, à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, à Sciences Po Paris et à l'Université d'Oxford, il a été assistant, chargé de cours et maître-assistant au Département d'histoire générale de l'Université de Genève, puis maître-assistant à l'Université de Lausanne (FNS Ambizione). Depuis août 2021, il est collaborateur scientifique aux Archives Institut Jean-Jacques Rousseau de l'UNIGE.

qui a joué un rôle d'intermédiaire pour alimenter les collections du Musée d'ethnographie de Genève à la demande d'Eugène Pittard, lui-même engagé dans la circulation et l'étude de restes humains. Les territoires colonisés ont également servi de points d'observation pour des études sur l'éducation ou la psychologie de l'enfance, qui ont notamment impliqué des figures comme Adolphe Ferrière et Édouard Claparède, membres de l'Institut Jean-Jacques Rousseau (ancêtre de la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation).

MLD: En marge de ces activités, Genève participe aussi à la mise en scène de l'altérité auprès du grand public en exhibant des populations africaines. Durant l'Exposition nationale de 1896, Émile Yung, biologiste, physiologiste, zoologue et anthropologue à l'Université de Genève, donne d'ailleurs une conférence à partir de sujets vivant dans le fameux Village noir installé aux Vernets sans que cela semble choquer quiconque. Notre ouvrage liste par ailleurs une dizaine de «shows exotiques» présentés notamment au parc des Eaux-Vives entre 1896 et la Première Guerre mondiale (*lire en page 19*).

Avez-vous pu identifier d'autres formes d'implications de citoyens suisses ou genevois dans le système colonial?

MLD: Outre la participation d'Henry Dunant à la Compagnie genevoise des colonies suisses de Sétif, qui est bien documentée (*lire l'article en page 22*), l'ouvrage présente le cas d'une famille genevoise qui possède des plantations de café à Saint-Domingue dans la seconde partie du XVIII^e siècle sans manifester d'attention particulière au sort des esclaves qu'elle exploite. Un cas loin d'être isolé puisqu'au moment de la liquidation de la Société française des Indes en 1795-1796, 11% de ses actions se trouvent entre les mains d'investisseurs suisses et 28% entre celles de financiers genevois. Il est par ailleurs avéré qu'un certain nombre de Suisses se sont engagés sous la bannière du roi de Belgique Léopold II à la fin du XIX^e siècle afin de contribuer à l'administration de l'État indépendant du Congo.

Ces différentes initiatives relèvent-elles d'acteurs privés ou font-elles partie d'un projet plus vaste qui aurait été piloté par la Confédération?

DM: On a longtemps estimé qu'il s'agissait avant tout d'initiatives privées, mais les travaux les plus récents sur le sujet tendent à montrer que la Confédération est plus impliquée que ce que l'on pense. Au niveau fédéral, il existe bel et bien une volonté politique de se positionner au sein des réseaux coloniaux et de soutenir les Suisses qui veulent y participer d'une manière ou d'une autre.

MLD: Cela se manifeste notamment par l'aide à l'émigration. En s'appuyant sur les réseaux des sociétés de géographie, la Confédération a ainsi mis en place des

mesures visant à soutenir l'expansionnisme migratoire et commercial suisse dans les colonies.

Quelle est la position des organisations internationales, et plus particulièrement du CICR, par rapport au fait colonial?

MLD: Chez les pères fondateurs de la Croix-Rouge que sont Henry Dunant et Gustave Moynier, il n'y a pas de contradiction entre la protection des blessés sur le champ de bataille, défendue par le CICR, et l'exploitation humaine inhérente à la colonisation. Tous deux, bien que pour des raisons différentes, estiment que ces deux questions relèvent de la même ambition civilisatrice. Cette vision paternaliste et hiérarchisée du monde et des sociétés se manifeste en 1896 lorsque l'Éthiopie demande à adhérer aux Conventions de Genève. Le CICR refuse au motif que le pays n'est pas encore suffisamment «civilisé». Un état d'esprit qui ne commence à se modifier qu'à partir de la guerre italo-éthiopienne de 1935.

Qu'en est-il de la Société des Nations (SDN), qui s'installe à Genève en 1919?

MLD: La SDN ne remet pas en cause les fondements de la domination coloniale. Elle participe même activement à sa gestion à travers le système des mandats, dont elle assure la supervision et dont l'objectif premier est de poursuivre la «mission sacrée de civilisation» chère aux puissances impérialistes. Au travers de la Commission permanente des mandats, la SDN permet donc aux puissances européennes de poursuivre l'administration de territoires colonisés sous couvert de contrôle international. Cela étant, cette première forme de gouvernance internationale ouvre, un peu malgré elle, des espaces d'action inattendus.

C'est-à-dire?

DM: Les mécanismes de pétition qui sont mis en place au sein de la SDN vont permettre à certaines populations colonisées, ou à leurs soutiens, de faire entendre leurs revendications sur la scène internationale. Et même s'ils restent limités, ces dispositifs contribuent à infléchir la politique coloniale, voire à fissurer la domination occidentale sur certains territoires, processus qui va s'accélérer après la Deuxième Guerre mondiale. À cet égard, la période de la SDN constitue un premier moment de bascule.

Peut-on dire que Genève s'affirme comme un centre de l'anticolonialisme à partir de l'entre-deux-guerres?

DM: Oui, mais de façon progressive. Genève accueille un nombre toujours croissant d'intellectuels engagés dans la lutte contre le colonialisme et le racisme, à l'image de l'intellectuel afro-américain W.E.B. Du Bois, ou de militants directement impliqués dans ces luttes indépendantistes pour qui les diverses organisations internationales peuvent servir de caisse de résonance pour faire entendre leurs revendications, puis, après la Seconde Guerre mondiale, pour renforcer leur intégration dans le concert des nations.



LE CHÂTEAU DE PRANGINS EXPOSE LA SUISSE COLONIALE

Du 29 mars au 11 octobre, le château de Prangins accueille *Colonialisme. Une Suisse impliquée*, une exposition montrée au Landesmuseum à Zurich en 2024

et qui offre une vue d'ensemble de l'histoire des nombreux liens coloniaux de la Suisse.

Et de fait, dès le XVI^e siècle, des firmes suisses prennent part à la traite transatlantique et profitent du commerce de produits coloniaux; des citoyens

et citoyennes partent comme missionnaires à travers le monde ou s'engagent comme mercenaires dans les armées européennes actives dans les colonies; des experts suisses mettent leur savoir au service des puissances coloniales; et des universités enseignent et diffusent

des thèses racistes, contribuant ainsi à légitimer le système colonial.

Dans le cadre de cette exposition, la Maison de l'histoire participera le 10 mai, de 14 à 17h, à une «bibliothèque vivante» autour de l'ouvrage collectif *Genève (post)coloniale*,

les ambivalences d'une ville suisse et internationale.

Informations:
<https://tinyurl.com/postcoloniale>

MLD: Genève essaie alors de capitaliser sur son statut de ville internationale, sur la neutralité suisse et sur le fait que la Suisse n'a pas eu d'empire colonial pour se présenter en tant qu'espace où se dessineraient les fondements de l'ordre postcolonial. Au moment de la décolonisation, elle parvient ainsi à occuper une place centrale lors de négociations ou de la signature de traités entre les anciennes puissances coloniales et les pays nouvellement indépendants. Genève est également un lieu où s'expriment les tensions et les anxiétés qui accompagnent l'intégration des États et des populations issus de la décolonisation dans les organisations et les réseaux internationaux jusqu'alors dominés par les Occidentaux.

La création de l'Institut africain, en 1961, s'inscrit-elle dans la même dynamique?

DM: Nous sommes alors en pleine émergence du mouvement tiers-mondiste avec un certain nombre de personnalités comme Pierre Bungener et le sociologue Jean Ziegler [*professeur à l'UNIGE entre 1972 et 2002, ndlr*], par exemple, qui tentent de diffuser un élan de solidarité internationale. L'idée qui préside à la création de cet Institut est que Genève, qui se présente comme une ville qui n'a pas trempé dans la machinerie coloniale, peut jouer un rôle clé dans la fabrication des élites destinées à gouverner ces pays nouvellement libérés. La démarche n'est pas dénuée d'arrière-pensées puisqu'il s'agit par ce biais de positionner favorablement Genève – et la Suisse dans son ensemble – au sein d'un système de relations internationales profondément bouleversé par la décolonisation et la Guerre froide.

Une tension qui est également perceptible au moment où se popularise la lutte contre le régime de l'apartheid en Afrique du Sud...

DM: Genève est un centre important de la mobilisation anti-apartheid, notamment à travers les réseaux protestants et le Conseil œcuménique des Églises qui, dans les années 1970, est allé jusqu'à financer les systèmes d'éducation et de santé mis en place par certains groupes armés de libération nationale d'inspiration marxiste en Afrique australe. Une démarche qui, aux yeux de nombreux membres des Églises protestantes, allait trop loin. D'une part, parce qu'elle menaçait certains investissements économiques, notamment en Afrique du Sud et, de l'autre, parce que, dans un contexte de Guerre froide, elle semblait faire le lit du communisme.

MLD: Les mouvements anti-impérialistes et de solidarité envers les populations noires d'Afrique australe se développent dans un contexte où la question du racisme se pose également en Suisse, bien que de façon différente. Les années 1960 et 1970 sont en effet marquées par les initiatives Schwarzenbach contre la «surpopulation étrangère». Il est intéressant de remarquer que les personnes qui se mobilisent contre l'apartheid ne s'intéressent pas nécessairement à la question de la lutte contre le racisme en Suisse. Ce sont deux sphères qui se parlent assez peu.

La question du retour ou non du buste de Carl Vogt sur le parvis de l'Université a fait couler beaucoup d'encre. Quel est votre avis sur le sujet?

MLD: Quand on étudie la façon dont des figures comme celle de Carl Vogt ont été installées dans l'espace public, on s'aperçoit que ces choix découlent en partie d'un concours de circonstances: un petit groupe d'étudiants se mobilise pour créer un buste en l'honneur de leur professeur, parce que cela se fait dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Il y a sûrement eu des hésitations quant à l'emplacement. Le buste aurait pu être installé dans le parc, devant l'aile Jura, mais la place était déjà attribuée (à François-Jules Pictet de la Rive, ancien recteur ayant joué un rôle déterminant dans la création du Muséum d'histoire naturelle). Cela rappelle que l'espace public n'est pas immuable, qu'il résulte d'initiatives prises dans un contexte donné et que la signification accordée au monument à l'époque n'était pas nécessairement celle que l'on imagine aujourd'hui. Sachant tout cela, faudra-t-il replacer Carl Vogt sur le parvis une fois la rénovation d'Uni Bastions terminée? Personnellement, je suis convaincue qu'ôter un buste de l'espace public ne signifie pas «effacer» le personnage représenté de l'histoire. Quelle que soit la décision, il faudra continuer à étudier le rôle de Vogt à la fois dans la fondation de l'Université moderne et dans son implication dans la diffusion de théories racistes et sexistes. À l'heure actuelle, ces dernières ne permettent plus de parvenir à un consensus quant à la légitimité de sa place dans l'espace public. S'il est toutefois choisi de replacer le buste, il me semble donc nécessaire a minima de fournir un travail de contextualisation et d'apporter des explications à sa présence. Les connaissances historiques peuvent nous aider à prendre de la distance par rapport à ces sujets qui suscitent parfois des débats passionnés. En documentant le passé colonial de Genève, c'est précisément ce que nous avons essayé de faire avec ce livre.



Genève (post) coloniale

Les ambivalences d'une ville suisse et internationale

Ouvrage collectif dirigé par Marie-Luce Desgrandchamps et Damiano Matasci, Georg, 513 p.

Disponible en accès libre sur www.georg.ch.

LE RÊVE GENEVOIS D'UNE COLONIE ALGÉRIENNE

En 1853, les Genevois François-Auguste Sautter de Beauregard et Paul Elisée Lullin créent la Compagnie genevoise des colonies suisses de Sétif dont l'un des objectifs est de fonder en Algérie des villages peuplés de ressortissants helvétiques, une histoire à laquelle Claude Lützelshwab, chargé de cours à la Faculté des sciences de la société, a consacré sa thèse*.

Tout commence avec l'octroi, par Napoléon III, de 20 000 hectares de terres près de Sétif dans le Constantinois – une politique de cantonnement, pratiquée sans base légale, qui entraîne la dépossession et le déplacement de fractions entières de tribus. La moitié des terres est réservée aux activités de la Compagnie, à condition d'implanter sur l'autre moitié une dizaine de villages censés accueillir des colons suisses. Pour chaque hameau peuplé, la compagnie reçoit une fraction de la terre réservée.

François-Auguste Sautter déniche à Genève des concessionnaires et des investisseurs pour financer l'entreprise. Trouver des colons s'avère plus délicat. Chaque candidat doit payer 3 000 francs. Pour pallier le manque de ressources des émigrants, la compagnie imagine des subterfuges: subsides communaux ou cantonaux, systèmes de prêts, comités philanthropiques...

Malgré les efforts déployés par ses agents de recrutement – dont un certain Henry Dunant, futur fondateur de la Croix-Rouge –, seules quelques centaines de personnes répondent à l'appel.

En Algérie, une épidémie de typhus et de choléra cause la mort et la désertion de nombreux immigrés. Et en 1854, le canton de Vaud interdit les subsides aux futurs colons. Le recrutement se poursuit alors en France, en Savoie et en Italie. Au total, près de 3 000 personnes sont envoyées en Algérie par ce canal jusqu'en 1858.

Parallèlement à la création des villages de colonisation, la Compagnie genevoise tente de créer dans ces plaines semi-arides à 1 000 mètres d'altitude une exploitation agricole ultramoderne, en important notamment les premières moissonneuses sur sol algérien. De leur côté, les colons louent leur terre ou la confient selon le système de métayage à des indigènes. La seule culture envisageable est



Action de la Compagnie genevoise des colonies suisses de Sétif.

vivrière, en l'occurrence le blé dur et l'orge, c'est-à-dire ce que cultivent les Algériens depuis longtemps dans cette région. Les activités de la Compagnie ne sont toutefois pas rentables et sont liquidées entre 1858 et 1861. Grâce à un deuxième décret de l'empereur, elle peut néanmoins repartir de zéro avec 15 000 hectares. La Compagnie se replie alors sur la rente foncière. Une partie des terres est louée, l'autre exploitée par des métayers indigènes ou européens. Des superviseurs européens sont engagés pour les encadrer. Un directeur, généralement suisse, est chargé de conduire tout ce monde vers la modernisation agricole. À partir des années 1890, les métayers de la Compagnie sont à la pointe du progrès. L'entreprise devient rentable et l'argent des bénéfices prend chaque année le chemin de Genève.

Avant la fin de la Deuxième Guerre mondiale, dès les premières velléités d'indépendance, l'entreprise genevoise cherche à se désengager. Quand l'administration française décide de l'exproprier en 1956 (afin de calmer les insurgés), elle accepte cette décision – et le dédommagement qui l'accompagne – comme une bénédiction. Cela lui permet de quitter le théâtre des opérations avant que la situation ne se dégrade tout à fait.

* «La Compagnie genevoise des colonies suisses de Sétif (1853-1956). Un cas de colonisation privée en Algérie», par Claude Lützelshwab, Peter Lang, Berne, 2006.

«RÊVE INACHEVÉ»

LA FRANCE, RÉPUBLIQUE BASSE EN COULEUR

OSCILLANT ENTRE LE RÊVE UNIVERSALISTE PROMU PAR LA RÉVOLUTION ET LA NÉCESSITÉ DE MAINTENIR À FLOT SON EMPIRE, LA FRANCE A LONGTEMPS FREINÉ **L'ACCESSION AUX FONCTIONS REPRÉSENTATIVES DES POPULATIONS ISSUES DES COLONIES**. ENTRE AVANCÉES ÉPHÉMÈRES ET RECVLS BRUTAUX, C'EST L'HISTOIRE QUE RACONTE «LE CORPS NOIR DE LA RÉPUBLIQUE».



Delphine Gardey

Professeure d'histoire contemporaine à l'Institut des études genre

Formation: Après un Doctorat en histoire contemporaine à l'Université Paris 7 – Denis-Diderot en 1995, elle a obtenu son habilitation à diriger des recherches à l'EHESS en 2007.

Parcours: Chargée de recherche au CNRS, elle a enseigné dans plusieurs institutions françaises avant d'être maîtresse de conférences à l'Université Paris 8, puis professeure à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines. Depuis 2009, elle est professeure ordinaire à l'Université de Genève.

Depuis l'assassinat de celui qui fut sans doute son plus grand président, Abraham Lincoln, le 14 avril 1865 dans un théâtre de Washington, on dit volontiers de l'Amérique qu'elle est «un rêve inachevé». Passée à la postérité, la formule pourrait tout aussi bien s'appliquer à l'histoire récente de la France, tant il est vrai que les idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité brandis en étendard lors de la Révolution de 1789 ont eu le plus grand mal à prendre corps dans l'ensemble de la nation. C'est vrai en ce qui concerne les femmes, qui ont dû attendre la Libération de 1945 pour accéder de plain-pied à la citoyenneté. C'est également le cas pour les populations des colonies, dont l'accession à la vie parlementaire n'a été définitivement acquise qu'après un long chemin fait d'avancées éphémères suivies par des reculs brutaux, les idéaux émancipateurs des uns se heurtant de front aux intérêts économiques des autres. C'est la trajectoire de ces pionniers de la députation venus d'abord des Antilles, puis du Sénégal, de Madagascar ou d'Algérie, que reconstitue l'historienne Delphine Gardey, professeure à l'Institut des études genre dans *Le Corps noir de la République*. Une somme rassemblant les résultats de sept années d'une enquête minutieuse, où s'entrechoquent utopies démocratiques et préjugés colonialistes, brefs espoirs et désillusions durables.

La première étincelle est allumée à Saint-Domingue, où un vent de liberté balaie les règles anciennes dès le lendemain de la prise de la Bastille. Sur le territoire de «la Perle des Antilles», fleuron des possessions françaises

d'outre-mer, l'esclavage n'est plus et tout homme libre âgé de plus de 25 ans et ayant participé à la défense de l'île peut prétendre au titre de citoyen et donc être éligible.

Encore faut-il que Paris reconnaisse cette réforme radicale. En vue d'obtenir le blanc-seing de la métropole, une délégation composée de députés est envoyée vers la capitale fin 1793. Après quatre mois d'un voyage riche en péripéties (attaques de pirates à la solde des contre-révolutionnaires français, séjours en prison, détour par New York...), ses membres sont finalement accueillis à la

Convention le 15 février 1794. Le moment est à marquer d'une pierre blanche puisqu'au sein des représentants de Saint-Domingue figure un certain Jean-Baptiste Belley, premier homme de couleur à prendre la parole au sein de l'hémicycle et premier ancien esclave à devenir législateur dans l'histoire de l'Occident.

Tous les espoirs semblent alors permis. *«Européens, Créoles, Africains ne connaissent plus aujourd'hui d'autres couleurs, d'autres noms que ceux de Français»*, déclare Louis-Pierre Dufay, colon blanc abolitionniste également membre de la députation de Saint-Domingue, devant la même

assemblée.

«L'idéal d'égalité politique, qui procède de la Révolution et de la Déclaration des droits de l'homme, autorise la volonté sans précédent, ni équivalent à l'échelle mondiale, d'émancipation et d'intégration de l'esclave dans le corps national et le corps législatif souverain», appuie Delphine Gardey.

Les pressions exercées par les colons ainsi que la réaction impériale empêchent toutefois l'incendie émancipateur de se propager plus avant. Avec l'arrivée au pouvoir de

«EUROPÉENS, CRÉOLES, AFRICAINS NE CONNAISSENT PLUS AUJOURD'HUI D'AUTRES COULEURS, D'AUTRES NOMS QUE CEUX DE FRANÇAIS.»



«Jean-Baptiste Belley, député de Saint-Domingue à la Convention», par Anne-Louis Girodet, 1797. Ce portrait en pied est une première en art comme en politique. C'est en effet le premier portrait en majesté d'un homme noir et la première fois de l'histoire «occidentale» qu'un homme noir et ancien esclave devient législateur.

Napoléon Bonaparte, l'esclavage est rétabli, les élites militaires noires sont reprises en main, la représentation coloniale est supprimée et les territoires ultramarins sont soumis à des régimes d'exception qui permettent aux rapports d'exploitation induits par le système plantationnaire de perdurer.

C'est le printemps des peuples que connaît l'ensemble de l'Europe au milieu du XIX^e siècle qui va raviver la flamme. Mais si l'abolition – cette fois définitive – de l'esclavage et l'institution du suffrage universel masculin – qui permet à des millions d'individus de participer pour la première fois au processus démocratique – sapent les fondements du système colonial, la Révolution de 1848 échoue toutefois à le faire vaciller complètement.

Tout d'abord, parce que les colonies restent régies non pas par le droit commun mais par des législations spécifiques, notamment en Algérie, où est introduit le statut dit de l'indigénat, qui soumet les populations autochtones à un régime juridique d'exception.

Ensuite, parce que même aux Antilles, les nouveaux affranchis n'ont d'autre choix que de se soumettre aux règles de travail mises en place par l'administration et les propriétaires. «*Sur ces territoires qui restent tributaires de la monoculture du sucre, l'accès à la citoyenneté civile et politique ne se traduit pas par l'émancipation économique et sociale*», précise Delphine Gardey.

Enfin, parce que si pour des hommes comme Victor Schoelcher, ministre de la Marine et des Colonies et principal instigateur de ce retournement, l'émancipation des esclaves est indissociable de leur accession aux droits politiques, nombre de républicains radicaux et modérés restent

sceptiques quant à la capacité de ces hommes tout juste sortis des fers à exercer leur libre arbitre.

Rien d'étonnant donc à ce que, dès 1849, les débats politiques s'orientent vers une restriction des conditions d'accès au vote des colonisés pour des motifs culturels, voire «anthropologiques». «*Au lieu d'être un état juridique, le droit de vote devient une compétence sociale dont sont bientôt privés 2,9 millions d'hommes, soit près d'un tiers des électeurs*», résume Delphine Gardey.

De conservateur, le régime devient carrément réactionnaire après le coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte, le 2 décembre 1851, et l'avènement du Second Empire, mettant à bas les espérances d'une nouvelle génération de colonisés.

Pour rallumer le feu, il ne faudra rien de moins que l'instauration de la III^e République en 1870, qui marque l'apogée du régime parlementaire français. Dans ce système, la Chambre des députés joue en effet un rôle primordial, puisque c'est elle qui fait et défait les gouvernements.

Dans un tel contexte, il n'est cependant pas question de donner aux populations de l'ensemble de l'empire colonial, qui connaît au même moment une croissance extraordinaire en termes de territoire et de population (entre 1871 et 1913, la population «indigène» passe de 7 à 49 millions pour atteindre 70 millions en 1938), le droit d'influer sur la marche de la nation.

En vue de geler le statut des colonisés tant que le «processus de civilisation» n'aura pas abouti, se met alors en place un double standard. D'une part, il y a les vieilles possessions antillaises et les Quatre Communes du Sénégal (Dakar, Gorée, Rufisque et Saint-Louis) qui se dirigent vers une assimilation progressive. De l'autre, on trouve l'Algérie, l'Indochine, l'Afrique équatoriale française, ainsi que les protectorats marocains et tunisiens qui sont réduits à un statut subalterne sur le plan des droits pénaux, civils et politiques, privant de fait ces ressortissants français de citoyenneté et de représentation.

Malgré ces restrictions et même si la grande majorité des représentants des colonies au Parlement est fournie par les classes supérieures blanches, l'époque voit émerger

C'EST LE PRINTEMPS DES PEUPLES QUE CONNAÎT L'ENSEMBLE DE L'EUROPE AU MILIEU DU XIX^E SIÈCLE QUI VA RAVIVER LA FLAMME.

LA REPRÉSENTATION PARLEMENTAIRE DE L'ALGÉRIE ET DES COLONIES COMPARÉE À CELLE DE LA FRANCE VERS 1931

	KM ²	HABITANTS	DÉPUTÉS	SÉNATEURS
France métropolitaine	560 963	41 800 000	606	307
Empire	12 360 654	6 427 400	19	7



Jean-Baptiste Belley (1746 (?) - 1805)

Figure emblématique de l'émancipation noire, Jean-Baptiste Belley est perruquier de métier. Établi à Saint-Domingue, il a probablement été affranchi grâce à sa carrière militaire (il a participé à la libération de Savannah, en Géorgie, alors aux mains des Anglais). Député de Saint-Domingue depuis septembre 1793, il siège à la Convention nationale jusqu'en octobre 1795, quand il devient membre du Conseil des Cinq-Cents. C'est le premier homme noir et le premier ancien esclave à accéder à ce statut. Chargé d'organiser la force publique à Saint-Domingue, il est arrêté malgré sa loyauté à la France, puis déporté à Belle-Île-en-Mer, en Bretagne, où il meurt de maladie, le 4 août 1805.



Louisy Mathieu (1817-1874)

Né esclave à Basse-Terre (Guadeloupe), Louisy Mathieu est tonnelier puis typographe. Il siège à l'Assemblée constituante d'août 1848 à mai 1849 – en remplacement de Victor Schoelcher qui a choisi de représenter la Martinique – où il est le seul député antillais émancipé de l'esclavage du fait du décret de 1848. Initié à la franc-maçonnerie, on ne lui connaît qu'une seule intervention à l'Assemblée, lors de laquelle il prononce une formule qui passera à la postérité: «Il n'y a plus de couleurs.»



Blaise Diagne (1872-1934)

Né à Gorée le 13 octobre 1872, Blaise Diagne est placé dans une famille mulâtre de Saint-Louis qui le convertit au catholicisme. Premier homme noir de l'histoire de France nommé au gouvernement et appelé à exercer des fonctions exécutives, il est élu député en 1914 et assumera cette charge vingt ans durant. Président du Comité des colonies à la Chambre, puis sous-secrétaire d'État aux Colonies, il est chargé par Clémenceau d'organiser la mobilisation des troupes africaines durant la Première Guerre mondiale et recrute 77 000 «tirailleurs sénégalais» qui seront envoyés au front. L'un de ses fils, Raoul Diagne, sera le premier footballeur non blanc sélectionné en équipe de France entre 1931 et 1940.



Gerty Archimède (1909-1980)

Née en Guadeloupe, Gerty Marie Bernadette Archimède passe par le lycée Carnot (Paris) avant d'effectuer une licence de droit à la Sorbonne. Première femme avocate des Antilles françaises, elle est élue députée de la Guadeloupe sous la première législature de la IV^e république. Membre du groupe du Parti communiste français, elle siège de 1946 à 1951. Membre de la Commission de la justice et de la législation et de la Commission des territoires d'outre-mer de l'Assemblée nationale, elle est aussi nommée juge suppléante à la Haute Cour de justice. Adjointe au maire, puis maire de Basse-Terre, elle a donné son nom à une rue du 12^e arrondissement de Paris.



Eugénie Éboué-Tell (1891-1972)

Première femme députée noire de France et première femme colonisée à siéger à l'Assemblée nationale, Eugénie Éboué-Tell est née à Cayenne d'une famille de descendants d'esclaves. Son père est le premier Noir nommé directeur de l'administration pénitentiaire de Guyane. Elle devient institutrice en Guyane après un brevet d'études supérieures et s'engage en politique après la mort de son mari Félix Éboué. Forte de son statut de résistante, elle siège de 1945 à 1952 au Conseil de la République. Conseillère de l'Assemblée de l'Union française de 1952 à 1958, elle est élue au Conseil municipal d'Asnières. Malgré plusieurs propositions de loi, ses cendres ne seront pas transférées au Panthéon.



Félix Éboué (1884-1944)

Issu de la petite bourgeoisie noire de Cayenne, Félix Éboué fait carrière dans l'administration coloniale. Membre de la Section française de l'Internationale ouvrière (ancêtre du Parti socialiste français) et franc-maçon, il se rallie au général de Gaulle en 1940 alors qu'il occupe le poste de gouverneur de l'Afrique équatoriale française. Seul homme noir présent à la conférence de Brazzaville (30 janvier-8 février 1944), qui est censée définir l'avenir des territoires africains français, il y joue un rôle de premier plan. Décédé le 17 mai 1944 au Caire, il est considéré comme un héros national et de la résistance. C'est à ce titre que ses cendres sont transférées au Panthéon le 20 mai 1949.



Léopold Sédar Senghor (1906-2001)

Léopold Sédar Nylane Senghor naît dans un ancien comptoir commercial portugais situé à 120 km au sud de Dakar. Issu d'une lignée de guerriers nobles, il est placé en internat chez des frères bretons avant de rejoindre le lycée Van-Vollenhoven à Dakar, puis d'être envoyé à Paris où il côtoie le futur président de la République Georges Pompidou sur les bancs du lycée Louis-le-Grand. Premier Sénégalais de France à obtenir son agrégation, il représente le Sénégal à l'Assemblée nationale de 1945 à 1959, puis accède à la fonction de ministre. Premier Africain à siéger à l'Académie française, il sera aussi le premier président de la République du Sénégal, fonction qu'il occupe de 1960 à 1980.



Galandou Diouf (1875-1941)

Premier député colonisé et musulman de France, Galandou Diouf naît à Saint-Louis du Sénégal au sein d'une famille sérère-wolof. Élevé dans la religion musulmane, il est envoyé à l'école catholique et devient instituteur avant d'embrasser la profession de comptable. Élu en 1909 au Conseil général du Rufisque, où il est l'un des rares Noirs musulmans, il participe à la création du mouvement Jeunes Sénégalais en 1912 et combat au côté de la France durant la Première Guerre mondiale. Député dès 1934, il est membre de la Commission de l'Algérie et des colonies. Il décède le 6 août 1941 à Cannes, où il est assigné à résidence pour avoir refusé de voter le projet de loi établissant le régime de Vichy.

«AU LIEU D'ÊTRE UN ÉTAT JURIDIQUE, LE DROIT DE VOTE DEVIENT UNE COMPÉTENCE SOCIALE DONT SONT BIENTÔT PRIVÉS 2,9 MILLIONS D'HOMMES.»

une première élite politique composée d'une trentaine d'Antillais issus de familles métisses autochtones ou descendant des populations noires affranchies en 1848, tels que Gaston Gerville-Réache qui, à 26 ans, devient le plus jeune député de France et qui siégera en continu de 1881 à 1906 ou Pierre-Alexandre Isaac, sénateur qui compte parmi les fondateurs de la Ligue des droits de l'homme en 1898. Dans leur grande majorité, ces hommes revendiquent leur attachement indéfectible à la République, dont ils vantent les vertus assimilatrices.

Avec l'émergence des mouvements de défense de la cause noire, notamment aux États-Unis, puis du panafricanisme, les choses commencent cependant à changer dès le tournant du XX^e siècle. À l'image d'Hégésippe Jean Légitimus ou de Blaise Diagne, les élus des colonies se pensent désormais de plus en plus comme les représentants des descendants de ceux qui se trouvent au bas de la hiérarchie sociale et de couleur, associant le combat de la «race noire» à celui du prolétariat international. Ce qui ne les empêche pas d'afficher une loyauté totale envers la France et de faire valoir leur patriotisme lorsque se déclenche la Grande Guerre, Blaise Diagne assumant notamment un rôle clé dans le recrutement des fameux «tirailleurs sénégalais».

Destinées à célébrer les 300 ans du rattachement de la Martinique, de la Guadeloupe et de La Réunion, les festivités organisées en 1935 donnent une nouvelle occasion de constater que, pour les élites colonisées, la France demeure la seule bonne solution. Mais c'est un peu l'arbre qui cache la forêt, car à Paris une nouvelle génération de leaders pose les bases d'un élan bien différent.

«L'espace de la cause des Noirs est modifié à la fin des années 1930 par un mouvement qui rompt avec l'assimilationnisme, recompose le paysage intellectuel et politique de l'époque, reformule identités et solidarités noires et colonisées, expose Delphine Gardey. Les Antilles, la Guyane et le Sénégal sont les trois pôles géographiques et culturels dont proviennent les trois personnalités intellectuelles marquantes de la négritude: le poète et écrivain martiniquais Aimé Césaire, le romancier guyanais Léon-Gontran Damas et le Sénégalais Léopold Sédar Senghor, dont le destin politique le conduira aux plus hautes fonctions de son pays d'origine.»

Pour ces hommes, il ne fait nul doute que l'Afrique et les Africains ont une contribution spécifique à apporter à la civilisation universelle et que le colonialisme constitue un fléau qui «décivilise» autant le colonisé que le colonisateur. Mais il est encore trop tôt pour songer à une rupture radicale avec la métropole et défendre des revendications proprement nationales. D'autant que se profile à l'horizon un nouveau conflit mondial dans lequel les populations colonisées sont une nouvelle fois fortement impliquées.

En septembre 1939, 38 000 soldats africains et 1500 malgaches débarquent ainsi en métropole, tandis que 20 000 soldats africains sont stationnés en Afrique du Nord, l'Algérie servant bientôt de refuge au gouvernement en exil. Et c'est aussi d'Afrique que s'organise la contre-attaque de la France libre, Brazzaville servant de base arrière à l'armée du général de Lattre de Tassigny qui débarque le 15 août 1944 dans le sud de la France pour partir à la reconquête du pays.

Conscients de la dette qu'ils ont contractée envers les populations colonisées, les hommes de la Libération vont cependant, une fois encore, se résoudre à des demi-mesures.

Nombre d'acquis sont certes incontestables. En quelques mois, le statut de l'indigénat, la justice indigène et le travail forcé sont définitivement supprimés. Le droit de réunion et d'association, ainsi que la liberté de la presse et la liberté syndicale sont reconnus sur tout le territoire de l'empire, tandis qu'en 1946, la Martinique, La Réunion et la Guyane sont transformées en départements à part entière.

«Mais la Constituante de 1946, qui fonde la IV^e République, accouche d'un dispositif dans lequel les relations entre la France et les territoires colonisés continuent d'être organisées de façon centralisée et inégalitaire, nuance Delphine Gardey. Une troisième assemblée est créée (l'Assemblée de l'Union française), censée représenter les peuples et populations de l'Union. Mais elle est uniquement consultative et donc privée de tout pouvoir.»

Le droit de vote des femmes, accordé par une ordonnance signée par le général de Gaulle en avril 1944, est quant à lui élargi aux «vieilles colonies» sans être étendu au reste de l'empire. Pour l'ensemble des Africaines sous domination coloniale française, les droits politiques ne deviendront véritablement universels qu'en 1956, à l'exception des Algériennes musulmanes qui devront patienter jusqu'en 1958 pour y accéder.

Rien d'étonnant dès lors à ce que, parmi les nouvelles générations, émergent des voix toujours plus nombreuses pour exiger un divorce définitif avec Paris. Mais c'est là une autre histoire.



Le Corps noir de la République

De l'esclave au député

Par Delphine Gardey,
Éditions Textuel, 2025,
440 p.

MOYEN-ORIENT

L'EMPIRE OTTOMAN, OU LE COLONIALISME EMPRUNTÉ

LE MOYEN-ORIENT A CONNU UNE HISTOIRE COLONIALE PARTICULIÈRE, **ENTRE DOMINATION OTTOMANE ET MANDATS EUROPÉENS ET UNE PÉRIODE POSTCOLONIALE** QUI A DONNÉ NAISSANCE AU PANISLAMISME.



Aline Schlaepfer

Professeure associée à l'Unité d'arabe de la Faculté des lettres

Formation: Elle a été chercheuse invitée à la School of Oriental and African Studies à l'Université de Londres en 2009, puis docteure ès lettres de l'Université de Genève en 2012.

Parcours. Après un séjour postdoctoral à l'Université américaine de Beyrouth en 2016 puis à l'Université de Princeton en 2017, elle occupe un poste de maître-assistante à l'UNIGE jusqu'en 2020. Entre 2020 et 2024, elle est professeure assistante à l'Université de Bâle au séminaire d'études du Proche et du Moyen-Orient avant de revenir à l'UNIGE en 2024 en tant que professeure associée.

Quand on parle de colonialisme, on pense presque exclusivement à celui des puissances européennes, principalement du Royaume-Uni et de la France. Et, de fait, c'est une idéologie qui a été développée et mise en pratique à très grande échelle par ces pays. L'Empire ottoman, qui a dominé de vastes territoires en Asie, en Afrique et en Europe durant des siècles, n'est généralement pas classé dans la même catégorie. Pourtant, on peut trouver dans son histoire contemporaine un certain nombre d'éléments qui lui permettraient d'y avoir, si ce n'est une place pleine et entière, au moins un strapontin. Explications avec Aline Schlaepfer, professeure associée au sein de l'Unité d'arabe (Faculté des lettres).

«Le colonialisme est une caractéristique de la modernité, explique la chercheuse. Et au XIX^e siècle, l'Empire ottoman, comme toutes les autres puissances, vit une phase de modernisation, malgré le fait qu'il ait été surnommé 'l'homme malade de l'Europe'. Les réformes, ou Tanzimat en turc, achevées en 1876, par exemple, aboutissent à une plus grande centralisation du pouvoir et à l'adoption de la Constitution ottomane. C'est au même moment que se développe ce que certains estiment être un projet colonial ottoman.»

Un colonialisme que l'historien turc Selim Deringil, de l'Université Boğaziçi à Istanbul, nuance cependant en le qualifiant d'«emprunté». Selon lui, depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, l'élite ottomane se met à adopter la mentalité de ses ennemis, les puissances impérialistes, et à concevoir sa périphérie comme un espace colonial. Elle développe un discours selon lequel il existerait une distance morale croissante entre le centre impérial à Istanbul les provinces, essentiellement arabes mais aussi arméniennes, kurdes, druzes, etc. Le premier serait moderne et civilisé, les secondes sauvages et lésées de traditions desquelles il convient de les libérer.

Turquisation Plus concrètement, les Ottomans imposent la turquisation de la politique de l'empire, afin d'uniformiser la mentalité et l'administration. Dès 1860, on construit dans les provinces de plus en plus d'écoles gouvernementales gratuites afin d'imposer aux jeunes

générations la langue, l'histoire et la culture turques. Une façon de faire qui rappelle celle de la France, résumée par la formule «nos ancêtres les Gaulois», qui a été enseignée – et pour cela moquée – jusque dans le dernier recoin de l'Empire français.

On assiste aussi à la relocalisation de populations entières (les *muhâjirûn*) au gré des besoins de la politique intérieure, un phénomène étudié par Vladimir Hamed-Troyansky, de l'Université de Californie à Santa Barbara. En l'occurrence, les personnes qui subissent ces déménagements sont essentiellement des réfugiés musulmans fuyant en masse les persécutions de l'Empire russe voisin et que l'Empire ottoman accueille sur son territoire. Alors même qu'elles ne sont ni turcophones ni arabophones, ces populations sont considérées comme loyales envers l'empire et sont installées dans des régions stratégiques. C'est ainsi qu'en 1887, la ville d'Amman, en ruine et à l'abandon depuis des siècles, est repeuplée artificiellement par des Circassiens fuyant le Nord-Caucase où ils subissaient un nettoyage ethnique en règle. La manœuvre permet à Istanbul de faire d'Amman une nouvelle capitale régionale qui lui est loyale, au détriment de l'ancienne, Salt, devenue impossible à contrôler par le pouvoir central.

D'un colonialisme à l'autre «S'il est utilisé pour désigner la puissance ottomane dans la littérature scientifique de ces dernières années, le concept de colonialisme est cependant absent du langage politique médiatique arabe du XIX^e siècle, analyse Aline Schlaepfer. Quand il s'agit de dénoncer la domination turque, les élites arabes parlent d'oppression, de tyrannie, de despotisme, voire de prise de possession. Pas de colonialisme.»

Le terme est en réalité déjà associé à la modernité européenne. Et au début, sans connotation négative. Les penseurs arabes se demandent en effet si la colonisation européenne pourrait profiter aux espaces orientaux dans la mesure où elle va de pair avec l'arrivée de nouvelles connaissances et technologies dans l'agriculture, les transports, les sciences, la médecine et même en politique. On observe un débat éthique ou philosophique sur la pertinence du colonialisme, mais cela ne dure pas. Car après le «colonialisme d'emprunt» de l'Empire ottoman survient



le colonialisme européen, avec sa puissance et sa violence. En 1882, l'occupation militaire britannique de l'Égypte, une région certes quasiment autonome de l'Empire ottoman mais qui lui est toujours symboliquement rattachée, lance en effet la colonisation du Moyen-Orient par les puissances européennes. La perception du colonialisme par les Arabes devient dès lors totalement négative.

«Cela apparaît notamment très clairement dans le langage de la revue arabe *Al-Manar* publiée par Muhammad Rasbid Rida, un réformiste musulman d'origine syro-libanaise établi au Caire, explique Aline Schlaepfer. Le terme de «colonialisme» (en arabe *al-isti'mar*) y est employé pour dénoncer les ambitions impériales des puissances occidentales dans la région.»

Les choses ne feront bien sûr que s'envenimer avec l'octroi en 1918 par la Société des Nations des mandats

britanniques et français dépeçant en territoires artificiels ce qui reste des possessions de l'empire. Les frontières tracées par les accords secrets de Sykes-Picot en 1916 qui ont précédé les mandats sont d'ailleurs généralement présentées comme l'illustration la plus évidente de l'impérialisme européen au Moyen-Orient, celui qui a trahi les peuples, divisé le territoire en régions distinctes, fabriqué des États artificiels et détruit les sociétés préexistantes, avec seule motivation l'exploitation des hydrocarbures. Cette vision d'une machinerie coloniale de destruction a notamment été synthétisée en 2011 dans le livre de James Barr, *A Line in the Sand: Britain, France and the Struggle that Shaped the Middle East*.

Depuis, sans rien enlever à la brutalité de la colonisation, certains historiens comme les Français Louis Le Douarin

La carte dite de «Sykes-Picot» dessinée en 1916. Elle représente les zones d'influence française (bleu et A) et britannique (rose et B). Elle sera régulièrement corrigée jusque dans les années 1930. Il n'y a guère que la ligne qui divise le désert en deux qui a survécu et qui correspond à la frontière sud de l'actuelle Syrie.

ou Camille Lefebvre ont nuancé cette vision. Premier constat: l'accord Sykes-Picot ne dessine pas de frontières mais des zones d'influence. Et celles-ci ne correspondent que très peu aux pays actuels. En réalité, les Européens héritent en 1918 de l'organisation territoriale ottomane. Et ce sont les nombreuses limites administratives préexistantes (au niveau des provinces, des districts, etc.) qui sont transformées en frontières internationales mais dans un processus qui durera jusque dans les années 1930, impliquant des acteurs britanniques, français, turcs et locaux. «C'est un mélange subtil entre rupture et continuité», commente Aline Schlaepfer. *Les nouveaux dominateurs imposent de fait une rupture, c'est vrai, mais ce qui fonctionne déjà, ils le conservent.* Et il se trouve, selon les dernières recherches, que les partages qui résultent de ces manœuvres épousent dans bien des cas des dynamiques spatiales qui étaient déjà en vigueur au cours des décennies précédentes.

L'anticolonialisme «Les nationalismes arabes – et laïcs – qui naissent après la Première Guerre mondiale s'affirment comme anticoloniaux», explique Aline Schlaepfer. *Ces discours se construisent contre la domination européenne, essentiellement franco-britannique, et non pas ottomane. De manière paradoxale, ce type de nationalisme adopte les codes du colonialisme qu'il dénonce, comme l'idée de l'État-nation, d'un peuple homogène pratiquant une langue et une culture communes. C'est un nationalisme à l'euro-péenne, une idéologie moderne que l'Empire ottoman avait essayé d'embrasser. Il faut dire qu'une partie des élites politiques qui dirigent ces nouveaux États a été formée à Istanbul et a rejoint les élus du Parlement avant la chute de l'empire.*

Le panarabisme, dont l'un des plus fervents promoteurs est le président de l'Égypte, Gamal Abdel Nasser, est aussi un mouvement nationaliste anticolonial mais à une échelle qui dépasse celle des États. Il s'agit, là encore, selon la chercheuse genevoise, d'une reproduction d'un modèle européen. Le panarabisme s'inspire en effet du nationalisme allemand, le pangermanisme, qui, à l'instar des écrits de Johann Gottlieb Fichte, plébiscite l'idée selon laquelle la nation précède à l'existence de l'État, qu'elle existe dans le peuple de manière éternelle.

Le panislamisme, qui naît dans l'entre-deux-guerres, est la seule forme de nationalisme qui essaye d'échapper à la reproduction du schéma colonial européen. L'idée qui sous-tend ce mouvement est qu'il existerait une identité islamique et que les musulmans devraient être réunis sous une autorité religieuse. Les mouvements panislamistes, comme le salafisme ou la Société des Frères musulmans née en 1928, rejettent les tenants du panarabisme qu'ils perçoivent comme des bourgeois à la solde du colonialisme. Une position qui amènera plus d'une fois à une alliance de convenance entre la gauche communiste et

les islamistes, unis dans la lutte contre la bourgeoisie. Massivement réprimé, le panislamisme est une idéologie qui se développe dans les milieux carcéraux, notamment autour du leader Frère musulman Sayyid Qutb, avant d'essaimer dans la société depuis des milieux clandestins.

«Dans cette histoire postcoloniale, on a l'impression que l'Empire ottoman n'a jamais existé», note Aline Schlaepfer. *L'historiographie coloniale a tendance à tout effacer sur son passage. Je travaille pour un projet du Fonds national suisse qui vise à identifier les traces du passé ottoman dans les pays arabes du Moyen-Orient. On en retrouve notamment dans l'architecture mais elles ont tendance à disparaître car il n'y a pas de volonté de patrimonialisation. La langue véhiculaire des signes du passé ottoman. Les dialectes arabes régionaux regorgent en effet de mots turcs. Et sur le plan politique, certaines des premières constitutions au Moyen-Orient sont inspirées de la constitution ottomane.*

LES LIMITES ADMINISTRATIVES PRÉEXISTANTES SONT TRANSFORMÉES EN FRONTIÈRES INTERNATIONALES DANS UN PROCESSUS QUI DURERA JUSQUE DANS LES ANNÉES 1930.

Sur le terrain, le président de la Turquie Recep Tayyip Erdoğan et son parti l'AKP cherchent, eux aussi, à réhabiliter le passé ottoman, mais pour des objectifs moins scientifiques que géopolitiques. Alors que la Turquie s'était tournée vers l'Europe depuis son entrée dans l'OTAN en 1952, elle a connu un revirement vers l'Orient au début des années 2000 en réaction au blocage de son adhésion à l'Union européenne. Le néo-ottomanisme, de plus en plus imprégné d'islamisme, est devenu une stratégie d'influence culturelle, glorifiant le passé impérial et cherchant à étendre et à raffermir le contrôle de la Turquie sur les espaces anciennement dominés par les Ottomans sous couvert d'appel à l'amitié aux pays musulmans de la région.

LES COLONIES ISRAËLIENNES NE SONT PAS LA CONTINUATION DE LA COLONISATION OCCIDENTALE



Maale Adumim, une colonie israélienne située en Cisjordanie, territoire palestinien occupé.

De nombreux mouvements propalestiniens accusent Israël de «coloniser» la Cisjordanie, Jérusalem-Est et le Golan. Du point de vue juridique, en dépit du terme qui est le même dans les deux cas, le phénomène des colonies israéliennes n'a rien à voir avec celui du colonialisme occidental. Explications de Marco Sassòli, professeur honoraire à la Faculté de droit.

Campus: Peut-on considérer le phénomène des colonies israéliennes comme une continuation du colonialisme occidental?

Marco Sassòli: Je ne le crois pas. Le phénomène des colonies israéliennes est très différent de celui de la colonisation. Le premier viole une règle spécifique du droit international humanitaire applicable aux territoires occupés qui n'existait pas avant 1949, c'est-à-dire à l'époque de la colonisation de larges parties du monde par des puissances européennes. Celle-ci n'avait d'ailleurs pas lieu après un conflit armé entre des États qui aurait déclenché une occupation belligérante. Enfin, le droit international humanitaire n'utilise pas le terme «colonies». En anglais, on désigne ce phénomène par le mot *settlements*.

Les colonies israéliennes dans les territoires occupés sont jugées illégales. Pourquoi?

La Cisjordanie, Gaza, Jérusalem-Est et le Golan ont été occupés par Israël lors de la guerre de 1967. Il s'agit de territoires occupés au sens du droit international humanitaire. La Cour internationale de justice a décidé dans un avis consultatif de 2024 que cette

présence israélienne était devenue illégale car elle constituait, également en raison de la politique de colonisation, une annexion *de facto*, interdite par le droit international. La quatrième Convention de Genève de 1949 sur la protection des personnes civiles en temps de guerre statue dans son article 49(6): «*La Puissance occupante ne pourra procéder à la déportation ou au transfert d'une partie de sa propre population civile dans le territoire occupé par elle.*» Cela ne concerne donc pas seulement des déplacements forcés. Le déménagement d'un citoyen israélien en Cisjordanie n'est toutefois pas interdit. Ce qui l'est, c'est la politique israélienne qui encourage de tels transferts volontaires par des incitations fiscales, des mesures d'aménagement du territoire, la construction de routes et l'appropriation de terres palestiniennes. Cette politique israélienne – incontestable – a des conséquences humanitaires graves pour les Palestiniens, entre autres en raison des violences régulières commises par les colons contre des civils palestiniens et qui ne sont pas réprimées par l'armée israélienne, comme elle devrait le faire en tant que force occupante. Ces colonies israéliennes constituent également l'un des obstacles majeurs pour une solution pacifique du conflit.

Pour Israël, l'implantation des colonies en Cisjordanie n'est pas illégale. Sur quoi se base le gouvernement israélien pour justifier ces implantations?

Le gouvernement israélien fait valoir que la Cisjordanie n'est pas un territoire occupé au sens du droit international humanitaire, car elle n'appartenait pas, avant 1967, à un autre État. Cet argument a été rejeté par la Cour internationale de justice. En plus de l'argument formel, Israël fait valoir que la Cisjordanie a été largement habitée par des Juifs jusqu'à il y a 2000 ans, qu'il s'agit de la terre promise au peuple juif dans la Bible et dans la Déclaration Balfour et qu'un nombre limité de Juifs ont habité la Cisjordanie, mais surtout Jérusalem-Est, jusqu'en 1948, lorsqu'ils ont été expulsés par les États arabes lors de la guerre de 1948. À mon avis, tous ces arguments ne peuvent pas influencer la situation juridique depuis 1967.

Archives régionales dans une ville d'Afrique de l'Ouest. La recherche sur la période postcoloniale dans les villes secondaires passe par un important travail préalable de sauvegarde des documents.

DÉCOLONISATION

L'HISTOIRE SANS FIN DE LA FIN DES COLONIES

SPÉCIALISTE DE L'HISTOIRE DE LA DÉCOLONISATION, ALEXANDER KEESE, PROFESSEUR AU DÉPARTEMENT D'HISTOIRE GÉNÉRALE (FACULTÉ DES LETTRES), ÉVOQUE SA DISCIPLINE, **BALLOTÉE ENTRE LA RIGUEUR DES SCIENTIFIQUES ET LES PROJECTIONS ABSTRAITES DU GRAND PUBLIC.**



Alexander Keese

Professeur au Département d'histoire générale de la Faculté des lettres

Formation: Après des études à l'Albert-Ludwigs-Universität de Fribourg-en-Brigau, à l'Université Paris Nord et à l'Université d'Aix-en-Provence, il soutient sa thèse de doctorat en 2004. En 2010, il obtient une habilitation à diriger des recherches à l'Université de Berne.

Parcours: Chercheur invité à l'Université de Portsmouth et professeur invité à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris, il rejoint l'Université de Genève en 2015 en tant que professeur boursier du Fonds national suisse. Lauréat du Prix scientifique suisse Latsis en 2016, il travaille notamment sur l'histoire comparée des décolonisations en Afrique occidentale et centrale.

Campus: Que cela signifie aujourd'hui travailler sur la décolonisation?

Alexander Keese: Jamais je n'aurais pensé, quand j'ai terminé mes études il y a 25 ans, trouver aujourd'hui tant de sensibilité pour ce sujet. C'est une évolution positive inattendue. Mais j'ai parfois l'impression que l'on va un peu trop dans l'extrême. Je remarque par exemple beaucoup de confusion sur la notion de décolonisation. Certains étudiants ne distinguent plus «décolonialité», un néologisme – que je n'utilise jamais – qui décrit un processus intellectuel portant sur des concepts et la sémantique, et «décolonisation», qui est un processus historique – que j'étudie – qui marque la fin des empires et la création de nouvelles nations souveraines et de libertés politiques. J'entends aussi parler parfois du colonialisme comme d'une espèce de tumeur qui couvrirait certaines sociétés et que l'on pourrait simplement arracher pour que tout redevienne comme avant. Pourtant, quoi qu'on en dise, le colonialisme est une réalité vécue par des populations entières qui a imprégné leurs attentes, leur vision de la vie, de manière indélébile. On ne peut pas faire abstraction de cela. Du côté de la communauté scientifique, je remarque que certains apportent moins de nuances à leur analyse, alors que le colonialisme est un sujet très complexe. Ce système de domination a été très brutal dans sa mise en œuvre, personne ne le conteste, mais il a toujours fonctionné à travers des alliances sur place. Si on n'accepte pas cette réalité, entre autres, on ne peut pas comprendre le phénomène.

Sur quoi portent vos travaux dans ce domaine?

Je m'intéresse à la décolonisation telle qu'elle est vécue sur le terrain et en particulier dans les villes secondaires et les

zones rurales, essentiellement en Afrique subsaharienne. Un de mes terrains de recherche est le Dahomey, devenu le Bénin en 1975, et son cas constitue un bon exemple. Comme de nombreux autres pays de la région, il a traversé entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et l'indépendance (en 1960) une phase importante qui est connue comme le colonialisme tardif.

Qu'est-ce que le colonialisme tardif?

De manière très générale, avant la guerre, la période du colonialisme en Afrique subsaharienne se caractérise par une présence européenne assez faible, avec peu de cadres et d'investissements (sauf à certains endroits économiquement stratégiques). Après 1945, cependant, les métropoles changent de position et multiplient les investissements générant un développement du secteur agricole et l'expansion des villes, ce qui se traduit par la création de nouvelles professions, occupées par des Européens, certes, mais aussi par des Africains. En même temps, on voit apparaître, lentement et avec beaucoup d'ambivalence, de nouvelles libertés politiques, avec des élections, des politiciens et des députés locaux, etc. Mon analyse dans trois régions du sud du Dahomey a porté sur les mécanismes en œuvre dans cette période. Quels sont les réseaux

de recrutement et de mobilisation, quelle est la compréhension de ce qui se passe sur le moment, y a-t-il de la manipulation et de la part de qui, recherche-t-on une amélioration de la vie matérielle, une émancipation politique? Il en ressort que pour beaucoup d'individus, les années précédant la décolonisation correspondent à une forte expansion matérielle. C'est le moment où, probablement, ils reçoivent les meilleurs salaires de leur vie. Après l'indépendance, les nouvelles élites politiques n'ont plus les mêmes possibilités matérielles. La déception domine dans

«CE SYSTÈME DE DOMINATION A ÉTÉ TRÈS BRUTAL DANS SA MISE EN ŒUVRE, MAIS IL A TOUJOURS FONCTIONNÉ À TRAVERS DES ALLIANCES SUR PLACE.»



la population. On interpelle les dirigeants sur leurs promesses non tenues. Mais on reste aussi très attentif à ce que les nouvelles autorités ne cèdent pas à la tentation, forte face au manque d'argent, de reproduire une gouvernance qui rappelle celle du temps des colonies.

Et dans les décennies suivantes?

Dans le cas du Dahomey/Bénin, cela reste compliqué. Avec le recul de la Guerre froide, l'accès à certaines ressources financières disparaît. Dès les années 1990, on assiste à des changements politiques, économiques et sociaux importants qui accompagnent une forte urbanisation, typique de toute l'Afrique subsaharienne. De nouveaux acteurs entrent en scène, comme les Chinois. La révolution des télécommunications change profondément la vie des gens jusque dans les campagnes. La religion, et en particulier les évangélistes et les islamistes réformistes, se développe énormément parmi des franges de la population qui n'espèrent plus d'amélioration de leur niveau de vie de la part de leur gouvernement.

Sur quelles sources travaillez-vous?

Les entretiens oraux représentent une source d'information très utilisée dans ma discipline mais que je manipule avec prudence. Les interlocuteurs qui ont vécu des changements dans leur vie entre 1955 et 1965 sont aujourd'hui assez âgés. Ils sont rares et, en plus, à quel point peut-on se fier à leurs souvenirs, après toutes ces décennies? C'est pourquoi j'étudie aussi les archives écrites, injustement dépréciées, à mon avis. On a trop tendance à penser qu'en Afrique subsaharienne, ces documents officiels sont impossibles à consulter car détruits ou interdits d'accès par les autorités. Une opinion qu'un collègue ghanéen critique et traite de «pessimisme archivistique postcolonial». Un pessimisme qui n'est d'ailleurs pas justifié.

Avez-vous un exemple?

Au cours de la dernière décennie, j'ai travaillé avec la direction des Archives nationales de la République du Congo (Congo-Brazzaville) sur des ressources archivistiques régionales, en particulier celles de Pointe-Noire, la deuxième ville du pays. Quand nous sommes arrivés sur place, nous nous sommes retrouvés devant une montagne de documents, dont une partie posée en vrac. Nous avons travaillé durant des semaines pour réaliser un inventaire complet des registres et nous avons tout rangé dans 500 cartons. Pour moi, ce genre de travail relève autant de la sauvegarde de matériel historique que de la recherche scientifique.

Ce n'est pas le cas de tout le monde?

Une fois de plus, dans les débats actuels et très théoriques sur la question, circule l'idée selon laquelle le fait d'organiser des fonds d'archives dans ces pays, c'est déjà du néocolonialisme. En dehors du fait que je travaille toujours en collaboration avec des membres des universités et des archives locales, ce genre d'arguments me dépasse. Je comprends qu'il faille sans cesse déconstruire et lutter contre une éventuelle perspective eurocentrée qui pourrait biaiser ses propres recherches. Il est également vrai que certains bailleurs de fonds occidentaux – le Fonds national suisse n'en fait pas partie – exigent d'obtenir des copies digitales sur leurs propres serveurs des archives numérisées, ce qui peut poser des problèmes de souveraineté. Mais ces choses peuvent être discutées et, surtout, dans ma discipline, il y a tant de questions de recherche pour lesquelles il est difficile de trouver des sources que je plaide pour un pragmatisme total. Tout ce qui permet de sauvegarder des documents est bon à prendre.

Les autorités acceptent-elles toujours d'ouvrir leurs archives aux chercheurs étrangers?

Les autorisations ne sont pas toujours faciles à obtenir. Cela suppose souvent des négociations constantes. Il existe aussi un débat plus spécifique en ce qui concerne les archives postérieures à l'indépendance des pays concernés. Certains collègues estiment que l'on ne devrait même pas les étudier. C'est une période où l'on touche à des sujets politiquement délicats. De nombreux pays africains sont en effet dans un processus de glorification de leur passé, des pères fondateurs. Certaines figures historiques, des héros de l'indépendance, qui étaient presque oubliées, sont de retour comme références. Il est difficile de travailler sur ces questions, et les archivistes hésitent parfois à communiquer les archives les concernant. Là aussi, je pense qu'il faut au moins essayer, plutôt que de partir perdant dès le départ. En Afrique subsaharienne, il y a probablement quelque 2000 archives régionales en piètre état susceptibles d'intéresser des scientifiques internationaux ou nationaux. Je fais partie d'un petit groupe de chercheurs qui est prêt à se lancer. Malheureusement, le pessimisme est si fort que le processus ne s'enclenche pas. En attendant, les conditions de conservation ne font qu'empirer avec le temps, par manque de moyens. Le budget de fonctionnement d'archives régionales dans une ville moyenne au Ghana (un pays avec des ressources plutôt bonnes), c'est 55 francs par an. De quoi acheter 20 nouveaux cartons de rangement, c'est tout. Je précise toutefois qu'au niveau national,

il existe souvent des archives bien organisées, en tout cas jusque dans les années 1950. Et puis, il y a les archives conservées en Europe, bien sûr.

En Europe?

Comme il n'est pas possible d'emmener les étudiants consulter les archives en Afrique, par manque de ressources pour ce type de voyages d'apprentissage, le compromis consiste à se tourner vers des villes européennes comme Nantes, où se trouvent les archives de l'administration coloniale en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. Je l'ai déjà fait 2 fois. Il ne fait aucun doute que ces documents possèdent des biais eurocentrés. Et certains étudiants prétendent que ces archives sont contaminées par le colonialisme et que cela n'a aucun sens de les étudier. Mais le métier d'historien consiste aussi à comprendre ces filtres déformants, les stéréotypes racistes, les malentendus, les attentes qui ont influencé la rédaction de ces textes afin de les interpréter correctement.

Sur quoi travaillez-vous maintenant?

Ce qui m'intéresse actuellement est le problème de la xénophobie en Afrique subsaharienne. Non pas la xénophobie entre groupes ethniques mais entre personnes de nationalités différentes. C'est un phénomène qui a commencé sous le colonialisme avec la création par les empires européens de territoires plus ou moins artificiels et qui s'est poursuivi après les indépendances, dans les années 1960 et les années 1970. À un certain moment, les gens ont commencé à s'identifier à leur pays nouvellement créé. Et à moins aimer les ressortissants des pays voisins. On observe des éruptions de violences contre les étrangers, des expulsions massives qui étonnent et intéressent beaucoup les sociologues de l'époque alors que le colonialisme est à peine vaincu et que l'idée du panafricanisme est encore très présente dans les esprits. Les historiens n'en parlent presque pas. De mon côté, j'ai rassemblé beaucoup de matériel sur la question et je compte profiter d'un congé scientifique prochain pour rédiger une monographie sur le sujet.

Ce phénomène de xénophobie accompagne le développement du modèle d'État-nation qui a été imposé en Afrique par les puissances occidentales. N'est-ce pas une continuation subtile de la colonisation?

Il existait en Afrique avant la colonisation des entités politiques centralisées ou en cours de centralisation qui auraient pu préfigurer le développement de l'État-nation. Mais il faut admettre que le modèle qui s'impose au moment des indépendances vient de l'extérieur.

«DANS LES DÉBATS TRÈS THÉORIQUES SUR LA QUESTION CIRCULE L'IDÉE SELON LAQUELLE LE FAIT D'ORGANISER DES FONDS D'ARCHIVES DANS CES PAYS, C'EST DÉJÀ DU NÉOCOLONIALISME.»

L'idée même du territoire constitutif de l'État-nation est en quelque sorte artificielle. L'introduction des frontières, c'est l'œuvre des colonisateurs à partir de la fin du XIXe siècle. Dans beaucoup de régions africaines, le contrôle du territoire n'était pas un enjeu. Ce qui importait, dans les régions vastes et peu peuplées, c'était le contrôle des populations. Quoi qu'il en soit, les élites ont assez rapidement internalisé le concept d'État-nation, peut-être influencées par le fait qu'elles avaient travaillé pour les administrations coloniales. Mais le phénomène se déploie dans toutes les strates de la société. On observe par exemple très fréquemment dans les archives des dénonciations d'individus par d'autres sous prétexte qu'ils ne possèdent pas la bonne nationalité (et avec l'espoir d'une progression sociale). Et aujourd'hui, l'engouement de la population pour leur équipe nationale est impressionnant. C'est en particulier le cas en Côte d'Ivoire, vainqueur de la Coupe d'Afrique en 2024, et ce, malgré une histoire récente de tensions sociales et politiques très fortes et des élections compliquées qui s'annonçaient. On peut certes considérer que ce sentiment d'appartenance nationale est un héritage colonial, une construction occidentale. Mais ce n'en est pas moins un phénomène bien réel. Il serait arrogant de demander aux Africains de s'en affranchir. C'est un peu la même chose avec l'ethnicité. Cela fait près de trente ans que les historiens et les anthropologues sociaux expliquent que l'ethnicité est une invention occidentale, que tous ces groupes ethniques n'auraient jamais existé sans la colonisation, que personne n'en parlait il y a 100 ou 150 ans. Mais à quoi bon tenter d'effacer quelque chose qui s'est si fortement implanté? Ces catégories ont été intégrées et après des décennies de forte affiliation, il est illusoire de vouloir faire comme si elles n'avaient jamais existé.

MASCULINITÉ

ENQUÊTE SUR LA VIOLENCE DES HOMMES DE L'ESCLAVAGE

DANS LA CARAÏBE FRANÇAISE DU XVII^E SIÈCLE SE MET EN PLACE **UN MONDE ESSENTIELLEMENT MASCULIN** DANS LEQUEL LA VIOLENCE, LOIN DE SE LIMITER À L'OPPOSITION ENTRE MAÎTRES ET ESCLAVES, TRAVERSE L'ENSEMBLE DU CORPS SOCIAL.



Marie Houllémare

Professeure ordinaire au Département d'histoire générale de la Faculté des lettres

Formation: Ancienne élève de l'École normale supérieure de Lyon, Marie Houllémare est agrégée d'histoire. Elle soutient une thèse de doctorat en histoire moderne à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne en 2006.

Parcours: Maîtresse de conférences, puis professeure d'histoire moderne à l'Université Paris Nanterre, Marie Houllémare rejoint l'UNIGE en 2021. Elle a publié plusieurs ouvrages et articles de référence sur l'histoire du droit et de la justice à l'époque moderne.

Fondé sur l'arrachement de millions d'êtres humains à leur terre natale, sur leur déportation dans des conditions innommables, puis leur asservissement par le travail, le système plantationnaire est, par définition, d'une violence extrême. Mais cette violence ne s'exerce pas uniquement de manière verticale, soit par le dominant sur le dominé. Elle essaime dans l'ensemble du corps social colonial, se diffusant avec une acuité particulière parmi ceux qui occupent les échelons intermédiaires de l'appareil de production. Financé par le Fonds national suisse (FNS) pour une durée de quatre ans (2024-2028), le projet «Masculinités esclavagistes. Genre et violence dans la Caraïbe française» a pour objectifs de cartographier ces comportements déviants, de les documenter de manière aussi précise que possible et de mettre à la disposition de la communauté scientifique un corpus de sources encore largement sous-exploitées. Le point à mi-parcours avec Marie Houllémare, professeure au Département d'histoire générale (Faculté des lettres) et responsable de cet ambitieuse étude.

«Au XVIII^e siècle, l'Europe connaît globalement un reflux de la violence, porté notamment par l'humanisme des Lumières, expose la chercheuse. Mais au même moment, dans l'espace colonial caribéen, c'est tout le contraire qui se produit. Dans ces territoires où tout est à construire, dans la mesure où la population autochtone a été quasiment éradiquée, on voit en effet émerger de nouveaux modèles de masculinités fondés sur l'exercice de la violence. Un processus qui va faire de ces sociétés des sociétés en guerre contre elles-mêmes.»

On ne peut comprendre cette singularité sans tenir compte du facteur démographique. À la veille de la Révolution

française, on compte par exemple à Saint-Domingue environ 500 000 esclaves pour 30 000 Blancs et 20 000 libres de couleur. Un déséquilibre massif qui nourrit une peur constante de la révolte et renforce les logiques de surveillance, de contrôle et de répression. À cela s'ajoute le fait que les sociétés coloniales sont très majoritairement masculines, avec tout ce que cela suppose de comportements virilistes et de poussées de testostérone.

Dans cet univers qui, pour beaucoup d'expatriés – pour la plupart jeunes, issus de milieux modestes ou socialement déclassés –, contient la promesse d'une ascension

sociale, les litiges liés aux atteintes à l'honneur ou à la dignité sont légion, débouchant parfois sur des provocations en duel à l'issue funeste.

«Des conflits de voisinage portant sur l'accès à l'eau, le bornage des terres ou la coupe sauvage de cannes à sucre peuvent mener à des homicides», précise Marie Houllémare.

Au centre de ce maelström de violence se trouve un groupe de population bien particulier: celui des économes et des gérants de plantations. Des hommes, souvent blancs et venus d'Europe, qui sont chargés d'administrer les exploitations pour le compte de riches propriétaires

absentéistes, installés à Paris ou dans les grandes villes européennes.

Dominants vis-à-vis de la main-d'œuvre esclave, mais subordonnés socialement et économiquement aux grands propriétaires, ils se trouvent en quelque sorte entre le marteau et l'enclume. C'est en effet sur eux que se cristallisent les critiques lorsque la violence devient trop visible à l'égard des travailleurs serviles. *«À partir des années 1770, les autorités coloniales françaises commencent à s'inquiéter de la brutalité extrême de certains gérants, confirme la chercheuse. Des*

DOMINANT LA MAIN-D'ŒUVRE ESCLAVE, MAIS SUBORDONNÉS AUX PROPRIÉTAIRES, ÉCONOMES ET GÉRANTS SE TROUVENT ENTRE LE MARTEAU ET L'ENCLUME.



COLLECTION PRIVÉE / LOOK AND LEARN / BRIDGEMAN IMAGES

enquêtes judiciaires, des correspondances et des procès révèlent des pratiques de torture, d'isolement, de privation de nourriture, voire de meurtres. Ce qui conduit à l'adoption d'une loi, en 1784, destinée à encadrer leur activité. Officiellement, il s'agit d'«humaniser» l'esclavage, mais, en réalité, l'enjeu est surtout d'éviter des débordements susceptibles de nourrir les révoltes.» Car ce qui compte plus que tout dans ce monde, c'est d'optimiser la productivité des terres cultivées. À cette fin, une forme de «proto-industrialisation» se met progressivement en place.

Les grandes plantations où s'échinent parfois jusqu'à 300 ou 400 esclaves fonctionnent ainsi comme de véritables usines avant l'heure. Le travail est continu, avec des roulements nocturnes, la surveillance est permanente et la rationalisation poussée de l'organisation du travail annonce à bien des égards celle des manufactures européennes. De leur côté, les économistes sont tenus de produire des rapports, des documents comptables et parfois médicaux, pour justifier leur gestion. Ils sont évalués, contrôlés, et de plus en plus traités comme des salariés, et non plus comme des clients ou des protégés.

Et ce glissement n'est pas sans conséquence. Certains gérants, licenciés ou humiliés par leurs patrons, réagissent

par la violence. Des procès font état d'agressions physiques contre les procureurs ou les représentants des propriétaires, trahissant une frustration sociale et économique importante.

La justice coloniale reste cependant profondément racialisée. Les Blancs sont ainsi rarement condamnés à mort, même lorsqu'ils sont reconnus coupables d'homicide, leurs peines étant souvent suivies d'une grâce ou de mesures de clémence, tandis que les individus jugés dangereux ou inadaptés sont fréquemment renvoyés en Europe. *«Il faut inspirer la peur et le respect. Mettre un Blanc sur la place publique, c'est créer du désordre»*, explique Marie Houllé. Ces procédures ont malgré tout le mérite de faire entendre des voix qui n'ont habituellement pas droit au chapitre: celles des esclaves qui constituent les principaux témoins dans ces affaires. Même si leur parole n'est pas reconnue juridiquement par le Code noir, elle est pourtant souvent recueillie, faute d'autres sources. Et ces interrogatoires constituent un matériau précieux pour les historiens. Un des enjeux du projet consiste d'ailleurs précisément à publier une partie de ces documents dans une démarche éditoriale ouverte, à destination de la communauté scientifique mais aussi du grand public.



LA MÉRITOCRATIE NE PRODUIT QU'HUBRIS ET HUMILIATION

INVITÉ PAR LA SOCIÉTÉ JEAN-JACQUES ROUSSEAU, LE PHILOSOPHE MICHAEL SANDEL A DONNÉ UNE CONFÉRENCE SUR **LES FAUSSES PROMESSES ET LES PIÈGES DE LA MÉRITOCRATIE** DONT NOUS CONSTATONS AUJOURD'HUI LES CONSÉQUENCES AVEC L'AVÈNEMENT DE DONALD TRUMP.

Il est connu pour avoir « remis le sens de la justice au cœur de la philosophie politique ». Michael Sandel, professeur de philosophie politique à l'Université Harvard, est venu donner une conférence à Genève sous le titre « Why Inequality Matters Today? Reflections in the Spirit of Rousseau » (Pourquoi les inégalités sont-elles importantes aujourd'hui? Réflexions dans l'esprit de Rousseau). Critique du libéralisme et de l'économie de marché, pourfendeur du président actuel des États-Unis, le chercheur est connu pour ses cours sur la justice dont la version en auditoire a certaines années été suivie par plus de 1000 étudiant-es et celle en ligne par des dizaines de millions de personnes dans le monde entier. Il est l'auteur de livres de référence traduits dans plus de 25 langues, dont le dernier est *The Tyranny of Merit*. Michael Sandel est également le lauréat du Prix Berggruen 2025, considéré comme le Prix Nobel des philosophes. Retour sur sa conférence, organisée par la Société Jean-Jacques Rousseau, en partenariat avec l'Université de Genève et le quotidien grec *To Vima*.

Campus: Jean-Jacques Rousseau vous a-t-il influencé dans votre travail sur l'inégalité?

Michael Sandel: Dans mes livres, j'explore tout ce qui lie la politique et la vie civile à la question du bien commun. Le sujet de l'inégalité traverse mes écrits et est une mesure de ce que je dois à Jean-Jacques Rousseau, dont la pensée à cet égard est inspirante et pertinente au regard de l'actualité. Dans son *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes de 1755* – qui est mon essai de philosophie politique préféré –, il identifie en effet

deux origines à l'inégalité. La première, bien connue, est l'invention de la propriété, qui est une cause d'ordre économique. Mais il en voit une seconde, plus ancienne et plus fondamentale encore, qui est d'ordre moral. Il s'agit de la façon dont nous nous considérons les uns les autres et dont nous nous accordons respect et estime. Le contraste entre ces deux explications est essentiel pour comprendre la manière dont les inégalités contribuent à la colère, au sentiment d'injustice et à la polarisation qui affligent notre vie publique actuelle et qui mettent la démocratie en péril dans de nombreuses sociétés.

Pouvez-vous développer?

Ces dernières décennies, le fossé entre gagnants et perdants s'est creusé. Cela est dû en partie à l'accroissement des inégalités de revenus et de patrimoine engendré par l'ère de la mondialisation néolibérale. Mais ce phénomène s'est accompagné d'une évolution des mentalités face à la réussite. Ceux qui ont atteint le sommet en sont venus à croire que leur succès est le fruit de leurs propres efforts et qu'ils méritent donc pleinement les avantages que le marché leur offre, sous-entendant que ceux qui peinent à joindre les deux bouts méritent aussi leur sort. Cette conception du succès découle d'un idéal apparemment séduisant: le principe de méritocratie, qui affirme qu'à chances égales, les gagnants méritent leurs gains.

N'est-ce pas vrai?

Nous savons que les chances ne sont pas véritablement égales. Les enfants nés pauvres ont tendance à le rester à l'âge adulte, même

si une grande partie du débat politique vise à instaurer des règles du jeu équitables. Une étude a cherché à déterminer, compte tenu des taux actuels de mobilité sociale, combien de générations seraient nécessaires pour qu'une personne née pauvre atteigne le revenu médian de sa société. Au Danemark, il faut deux générations. Aux États-Unis et en Suisse, il en faut cinq. Autre exemple: aux États-Unis, les politiques d'aide financière et les bourses dans les universités privées d'élite sont objectivement très généreuses. Pourtant, malgré cela, ces établissements comptent davantage d'étudiants issus des familles appartenant au 1% le plus riche que d'étudiants issus de la moitié la plus pauvre du pays.

Mais alors, qu'est-ce qui coince?

La méritocratie, en tant qu'idéal, est imparfaite. Elle a un côté sombre, et on le sait depuis longtemps. C'est le sociologue britannique Michael Young qui le premier utilise le terme, dans son livre *The Rise of the Meritocracy*, à la fin des années 1950. Membre du Parti travailliste, il se félicite alors que, dans la Grande-Bretagne de l'après-guerre, certains jeunes issus de familles ouvrières puissent enfin intégrer de bonnes écoles et prétendre à des emplois de qualité. Mais lui-même pressent déjà que si la méritocratie devait se confirmer comme moyen de répartition des opportunités, des emplois et des positions sociales, elle accentuerait la tendance à l'hubris chez les gagnants et à l'humiliation chez les laissés-pour-compte puisque tout, désormais, reposerait sur le seul effort et le seul talent de l'individu et non sur la chance ou la malchance d'être né dans une certaine classe

sociale. Cela inciterait les personnes qui réussissent à s'enivrer de leur propre succès, à oublier la chance qui les a aidés ainsi que leur dette envers celles qui ont rendu leurs accomplissements possibles. Et cela les pousserait à mépriser les gens moins fortunés qu'eux. Michael Young prédit même qu'à cause de cela, une révolte éclaterait contre les élites méritocratiques et les renverserait. Elle aurait lieu, selon lui, en 2034. Il ne s'est trompé que sur la date puisque la révolution en question s'est produite 18 ans plus tôt que prévu, en 2016, avec la première élection de Donald Trump. Et l'une des sources les plus puissantes de cette réaction populiste réside dans le sentiment, partagé par de nombreux travailleurs, que les élites les méprisent et ne respectent pas la dignité de leur travail. À tel point que, bien que les politiques économiques de Trump n'aident pas les populations modestes et favorisent les plus riches, les travailleurs sans diplôme universitaire continuent à soutenir le président. Cela dit, malgré les aspects parfois déplaisants qu'a pu prendre cette contestation des élites, il s'agit d'une plainte légitime.

D'où vient ce sentiment de mépris ressenti par les travailleurs?

Face à la montée des inégalités de ces dernières décennies, à la stagnation des salaires des travailleurs moyens et aux énormes profits confisqués par les 10% les plus riches, les promoteurs de la mondialisation n'ont eu de cesse de répéter que si l'on veut être compétitif dans l'économie mondiale, il faut aller à l'université et obtenir des diplômes, tant il est vrai, selon eux, que ce que l'on gagnera dépend de ce que l'on apprendra. Le slogan «Tu peux y arriver si tu essaies» est devenu une incantation proférée par les élites, aussi bien de gauche que de droite, durant des décennies de campagnes politiques. Mais ces mêmes élites n'ont pas perçu l'insulte sous-jacente que contient cette assertion. À savoir que celui qui n'a pas fait d'études supérieures et qui a du mal à s'en sortir dans la nouvelle économie ne peut en vouloir qu'à lui-même et pas aux politiques économiques. C'est pourtant

le néolibéralisme qui a engendré les inégalités économiques entre riches et pauvres, et ce sont les conceptions méritocratiques de la réussite qui ont aggravé ces inégalités en creusant le fossé moral et civique entre gagnants et perdants. Il n'est pas étonnant que de nombreux travailleurs se soient finalement retournés contre les classes diplômées, les professions libérales et les élites méritocratiques.

«MALGRÉ LES ASPECTS PARFOIS DÉPLAISANTS QU'A PU PRENDRE CETTE CONTESTATION DES ÉLITES, IL S'AGIT D'UNE PLAINTE LÉGITIME.»

Est-ce que ce rejet des élites est un mouvement exclusivement d'extrême droite?

La haine populiste contre les élites, contre le néolibéralisme et contre les inégalités de la reconnaissance et de l'estime sociale peut prendre deux formes. Aux États-Unis, la version de droite est représentée par Donald Trump et celle de gauche par le sénateur Bernie Sanders et le nouveau maire de New York, Zohran Mamdani. Ces deux populismes exploitent un ensemble similaire de griefs. La question est de savoir qui sera le plus à même d'y apporter une réponse.

Les travailleurs rejettent les élites, mais ne devrait-on pas souhaiter que ce soient les personnes les plus compétentes qui gouvernent?

Cette idée que les personnes méritantes doivent gouverner remonte à Platon dans la

tradition occidentale, et à Confucius dans la tradition orientale. Mais, et c'est toute la différence avec la situation actuelle, on estime alors que les mérites pertinents pour gouverner ne se limitent pas à la compétence technocratique. Ils incluent aussi la vertu morale et civique. Dans la tradition de Platon et de Confucius, le bien commun réside, au moins en partie, dans l'éducation morale des citoyens.

Est-ce que la notion du bien commun n'est plus la même aujourd'hui?

Le lien entre mérite et jugement moral est rompu. Aujourd'hui, le bien commun est principalement appréhendé en termes économiques. Il s'agit de satisfaire les préférences et la satisfaction des consommateurs, mesurées en termes de PIB. Il en résulte une redéfinition des critères de la reconnaissance sociale. Le salaire d'un individu devient la mesure de sa contribution au bien commun. Le marché valorise l'intelligence nécessaire pour entrer à l'université et décrocher un emploi dans les fonds spéculatifs ou à des postes prestigieux et dévalorise celle des travailleurs par des salaires bas. Et c'est cette conception technocratique du mérite et du bien commun qui alimente le plus directement la polarisation et la violence politiques de notre époque. Le problème, c'est que le fait de mener le débat public comme s'il était possible de déléguer le jugement moral et politique aux marchés, aux experts ou aux technocrates vide l'argumentation démocratique de son sens et de sa finalité. Et ce vide de sens est dangereux car il est invariablement comblé par des formes d'identité et d'appartenance rigides, étriquées et autoritaires. Lorsque les gens cherchent désespérément un sens à ce vide, cela se traduit généralement par deux formes de repli sur soi: le fondamentalisme religieux ou un hypernationalisme virulent. Et c'est précisément ce que nous constatons avec le projet du gouvernement américain actuel.

Comment en est-on arrivé à estimer que le salaire est une mesure de la contribution de chacun et de chacune au bien commun?

Dans nos sociétés pluralistes, les avis divergent sur la définition du bien commun, d'une vie heureuse, de l'épanouissement humain. Et les gens craignent qu'un débat démocratique sur ces sujets controversés débouche sur un désaccord impossible à résoudre. Face à ce constat, le philosophe John Rawls (1921-2002) a proposé dans les années 1970 de trouver au moins un cadre de droits, neutre par rapport à ces questions morales et spirituelles, qui nous épargnerait les débats compliqués sur les différentes conceptions de la contribution de chacun au bien commun. Cette stratégie d'évitement, qu'il a magistralement développée dans le domaine de la philosophie politique, a cependant, dans le langage et la pensée commune, facilement glissé vers l'idée que ce seraient les marchés qui représenteraient ce moyen. John Rawls n'avait pas lui-même l'intention d'ouvrir la voie au néolibéralisme, mais c'est ce réflexe de refus d'affronter publiquement nos désaccords qui a conduit les partis politiques libéraux de centre gauche, pourtant bien intentionnés, à adopter, eux aussi, une position favorable au marché à l'ère de la mondialisation. Cela ne concerne donc pas seulement Ronald Reagan et Margaret Thatcher, figures emblématiques du néolibéralisme, mais aussi les politiciens de centre gauche qui leur ont succédé comme Bill Clinton aux États-Unis, Tony Blair en Grande-Bretagne ou Gerhard Schröder en Allemagne. Il est important de reconnaître combien il est difficile, aujourd'hui encore, de proposer une philosophie publique alternative, car cette tendance à l'évitement est profondément ancrée.

Comment répondre au ressentiment des travailleurs?

Il faut d'abord reconnaître que le préjudice qui alimente le ressentiment des travailleurs n'est pas principalement d'ordre économique. Il est surtout lié à leur statut non pas de consommateurs, mais de producteurs. Car c'est en tant

que producteurs, et non consommateurs, que nous contribuons au bien commun et que nous obtenons la reconnaissance qui en découle. Dès lors, seul un programme politique qui tiendra compte de ce préjudice et qui visera à restaurer la dignité du travail pourra apaiser ce mécontentement. En d'autres termes, nous avons besoin d'un projet qui promeuve non seulement la justice distributive, mais aussi ce que j'appelle la justice contributive.

Qu'est-ce que la justice contributive?

Il s'agit de réfléchir de manière critique à nos préférences, idéalement en les élevant et en les améliorant de telle sorte que nous puissions mener une vie épanouissante et qui en vaut la peine. L'activité économique peut y contribuer, mais elle ne suffit pas. Il nous faut débattre avec nos concitoyens sur la manière de créer une société juste et bonne qui cultive la vertu civique. Nous devons reprendre au marché la décision de ce qui représente ou non une contribution valable à l'économie et au bien commun et mettre au centre du débat politique des questions telles que le niveau de rémunération des emplois dans des domaines comme les soins ou l'enseignement, pour ne prendre que ces exemples, afin que ces derniers aient l'impression qu'ils sont payés conformément à la valeur de leur contribution. Il s'agit donc moins de promettre d'aider les gens à gravir les échelons de la réussite que de se concentrer sur l'amélioration de la vie de tous ceux qui contribuent au bien commun, qu'ils soient diplômés ou non. L'égalité des chances est certes un correctif moralement nécessaire à l'injustice – nul ne devrait être freiné par la pauvreté ou les préjugés –, mais ce n'est qu'un correctif. Ce n'est pas un idéal suffisant pour une société juste. Il faut aller plus loin et tendre vers une large égalité des conditions démocratiques qui permette à ceux qui n'accèdent ni à la richesse ni à des positions prestigieuses de vivre dans la dignité, de développer et d'exercer leurs aptitudes dans un travail valorisant.

Vous demandez davantage que le «rêve américain»...

Pas vraiment. Cette expression trouve son origine chez James Truslow Adams, un écrivain populaire des années 1930, durant la Grande Dépression. Il définit certes le «rêve américain» comme la possibilité pour chacun de pouvoir s'élever socialement. Mais il ne dit pas que cela. Il ajoute que ce rêve contient aussi l'espoir d'un ordre social qui donnera à chaque être humain la possibilité de s'épanouir pleinement et d'être reconnu pour ce qu'il est, indépendamment de son origine ou de sa position sociale. Il ne s'agit donc pas seulement de progression sociale, mais aussi d'une large égalité démocratique des conditions de vie. Il donne même un exemple concret, celui de la Bibliothèque du Congrès américain, qui rassemble des Américains de tous horizons, jeunes et vieux, riches et pauvres, noirs et blancs, cadres et ouvriers, militaires et simples soldats, érudits renommés et écoliers, tous lisant dans leur propre bibliothèque, offerte par leur propre démocratie. Et il ajoute que si cela pouvait être appliqué à l'ensemble de la société, le rêve américain deviendrait une réalité durable. Et c'est ce que j'entends par une large égalité des conditions démocratiques. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. L'un des effets les plus pernicieux du creusement des inégalités économiques a en effet été de nous séparer. Les personnes aisées et celles aux revenus modestes vivent, travaillent, font leurs courses, vont à l'école et se divertissent dans des lieux différents. La démocratie n'exige pas une égalité parfaite, mais elle requiert que des personnes d'horizons et de classes sociales différents se rencontrent et se côtoient au quotidien. Car c'est grâce à ces rencontres que nous apprenons à négocier et à accepter nos différences. Et c'est ainsi que naît le souci du bien commun.

Propos recueillis par Anton Vos



LE FIN MANTEAU DES NEIGES DU KILIMANDJARO

UNE EXPÉDITION SCIENTIFIQUE ET PÉDAGOGIQUE A GRAVI
LE SOMMET LE PLUS ÉLEVÉ D'AFRIQUE AFIN DE MESURER LA QUALITÉ DES RÉSERVES EN EAU DE CETTE MONTAGNE QUI ABREUVE PLUS DE 2 MILLIONS DE PERSONNES EN TANZANIE ET AU KENYA.

« **E**lles te feront un blanc manteau », chantait Pascal Danel à propos des neiges du Kilimandjaro. Et en effet, quelques flocons se sont déposés quand, le 9 août dernier, Daniel McGinnis, professeur associé à l'Institut F.-A. Forel des sciences de l'environnement et de l'eau (Faculté des sciences), a atteint le sommet de cette montagne dominant la Tanzanie (et toute l'Afrique) du haut de ses 5895 mètres. Un signe de bienvenue apprécié, mais insuffisant pour faire oublier le recul inexorable des derniers glaciers qui coiffent encore ce pic et qui pourraient disparaître d'ici à 2040 à cause du manque de précipitations lié aux changements climatiques.

«La forêt qui couvre les flancs du Kilimandjaro a, elle aussi, perdu 30% de sa surface à cause des activités humaines, précise Daniel McGinnis. Cette évolution menace les ressources en eau de la montagne dont dépendent environ 2 millions de Tanzaniens et de Kenyas. Et c'est précisément pour mesurer, analyser et documenter ces réserves en eau que nous avons organisé cette expédition.»

Une expédition scientifique et pédagogique menée en collaboration avec l'Unesco, l'Université de Dodoma (Tanzanie), l'Hôpital de Marangu, un village situé dans les contreforts

du Kilimandjaro, et, surtout, l'Explorers Club, une société américaine de géographie fondée en 1904. C'est en effet un membre de la section genevoise de cette dernière, Timothy Challen, qui est à l'origine du projet.

«LA FORÊT QUI COUVRE LES FLANCS DU KILIMANDJARO A PERDU 30% DE SA SURFACE À CAUSE DES ACTIVITÉS HUMAINES.»

Un balle dans la jambe «C'est une histoire assez fascinante, raconte Daniel McGinnis. Au début des années 2000, Tim Challen, alors employé de l'ONU, se fait cambrioler à Nairobi, au Kenya, alors qu'il se préparait précisément à gravir le Kilimandjaro. Les choses tournent mal, il s'écroule une balle dans la jambe et son colocataire est kidnappé.»



CALM EYES / ISTOCK

Les derniers restes de glacier au sommet du Kilimandjaro en 2024.

Par chance, l'épisode se termine bien pour les deux expatriés et les voleurs sont arrêtés. Lors du procès qui se tient une année plus tard, les jeunes cambrioleurs, sans avocat, se représentent eux-mêmes. Tim Challen, qui est revenu à Nairobi pour l'occasion, est stupéfait par leur éloquence, malgré l'absence de formation scolaire, même de niveau moyen. Il se dit alors que ces jeunes ratent vraiment l'occasion de réaliser quelque chose dans leur vie alors qu'ils en ont les capacités.

C'est sur la base de cette idée qu'il fonde l'Initiative Kilimandjaro et organise, dès 2006, une ascension annuelle du vénérable volcan en y incluant à chaque fois une dizaine de jeunes Kenyans et Tanzaniens venant de quartiers défavorisés. Récemment, des jeunes de la ville de New York ont rejoint le rendez-vous. En parallèle, Daniel McGinnis, lui aussi membre de l'Explorers Club, est approché afin d'ajouter une dimension scientifique au projet. Il accepte et s'inscrit à «Kiliunited», le nom de la 20^e édition de l'ascension, celle de 2025, qui est l'Année internationale de la préservation des glaciers. Neuf jeunes de 18 à 23 ans sont invités, trois Tanzaniens, trois Kenyans et trois New-Yorkais.

L'expédition est imposante puisqu'elle est composée d'un groupe de 41 grimpeurs, comptant des chercheurs environnementaux (dont Daniel McGinnis et Anja Hajdukovic, doctorante dans son équipe), des médecins, des jeunes et des explorateurs, ainsi que d'environ 140 guides et porteurs locaux chargés de transporter un camp itinérant durant les

cinq jours de montée et les deux nécessaires à la descente. Celui-ci ressemble en réalité à une véritable petite ville, avec une tente pour le réfectoire, des tentes deux places, des toilettes transportables, la nourriture pour tout le monde, etc.

«Les porteurs, malgré leur charge, parcouraient les étapes bien plus rapidement que les autres, note Daniel McGinnis. Quand on arrivait, après une ascension de 500 mètres de dénivelé en moyenne et avec seulement 10 kg sur le dos, le camp était déjà monté. La vitesse à laquelle ils grimpaient était impressionnante.»

D'un écosystème à l'autre À leur arrivée, l'équipe loge à l'Hôtel Marangu, qui se situe à 1800 mètres d'altitude. Le matin du départ, après une demi-heure de route, elle atteint l'entrée du parc national où commence la marche. Chaque jour, les grimpeurs parcourent 5 kilomètres et environ 500 mètres de dénivelé avant d'arriver au camp suivant pour le repas de midi. Un rythme raisonnable afin de pouvoir s'acclimater. L'après-midi est consacré à des activités pédagogiques et à du temps libre.

Au fur et à mesure de la montée, la température baisse et le paysage change plusieurs fois de manière abrupte. Les grimpeurs traversent ainsi des écosystèmes très divers, passant d'abord par une forêt tropicale humide où règne un confortable 20 °C, entrecoupée de cultures de bananes ou de café. Ils pénètrent ensuite dans une forêt plus arborée, suivie d'une zone de broussailles et enfin d'un désert



Kilimandjaro

Ce stratovolcan endormi est la plus haute montagne d'Afrique. Il est né il y a plus de 2,5 millions d'années, avec l'ouverture de la vallée du Grand Rift.

Altitude: 5895 mètres

Dernière éruption:
Entre 150 000 et 200 000 ans

Première ascension:
Le 6 octobre 1889 par Hans Meyer, Ludwig Purtscheller et Yohanas Kinyala Lauwo



purement minéral, qui ressemble à la surface de Mars, et où le thermomètre chute facilement sous le zéro.

Tout en progressant sur des sentiers bien balisés, Daniel McGinnis et Anja Hajdukovic se prêtent régulièrement à différents types de mesures scientifiques, ce qui les met systématiquement en retard par rapport au reste du groupe. Tous deux notent ainsi les occupations humaines du sol, confirmant visuellement les données obtenues par des observations satellitaires et indiquant une expansion significative des cultures vers des altitudes plus élevées à mesure que la sécheresse et la chaleur se sont intensifiées au cours des dernières décennies.

Ils relèvent toutes les sources qu'ils croisent, car les cartes détaillées sur ce sujet sont rares, et mesurent directement la qualité de l'eau – température, taux d'oxygène dissous,

turbidité. À l'aide de kits expérimentaux de terrain, ils évaluent également sa potabilité en détectant la présence de métaux lourds comme le plomb ainsi que de nutriments tels que les nitrates, l'ammoniaque, le phosphore et le fluor. Dans cette région, l'existence d'un taux élevé de sel de fluorure dans l'eau pose en effet un problème majeur de santé publique (atteinte aux os, coloration brune des dents...), surtout dans les plaines du côté du parc national d'Amboseli, au Kenya.

«Notre objectif était d'explorer la montagne, de repérer d'éventuelles zones à risque, bref de réaliser une évaluation environnementale de base», résume Daniel McGinnis.

La dernière montée Au sixième jour commence enfin la dernière ascension, celle qui mène au sommet. Les grimpeurs se mettent

en route à minuit pour s'assurer d'avoir un sol bien gelé et donc ferme sous les pieds et de pouvoir assister au lever du soleil en cours de route. Le dernier camp se trouve à environ 4900 mètres d'altitude. C'est donc un dénivelé de 1000 mètres qui les attend, après en avoir déjà avalé 3000 les cinq jours précédents. Les conditions sont excellentes. La lune est pleine et le ciel dégagé. La clarté est suffisante pour progresser jusque dans les petites heures du matin sans devoir allumer des lampes frontales. Il leur faudra tout de même une dizaine d'heures pour atteindre le point culminant, le pic Uhuru, après avoir suivi le bord du cratère de l'ancien stratovolcan sur 3 km. L'effort est intense, les guides répètent sans cesse «polé, polé», ce qui veut dire «doucement, doucement» en swahili. Sur les 41 grimpeurs, 30 parviennent finalement au sommet, parmi

Anja Hajdukovic et Daniel McGinnis posent sur le sommet du Kilimandjaro, (à gauche). À droite, différents paysages croisés durant la montée: forêt tropicale humide, zone plus arborée et le désert minéral, dominé par la poussière volcanique, vu ici durant la descente.

lesquels la plupart des jeunes. Les autres ont été contraints d'abandonner à cause du mal d'altitude ou de difficultés à respirer dans une atmosphère raréfiée.

De là-haut, la vue est imprenable. Le soleil brille et il ne fait «que» -5 °C. Quelques flocons de neige se mettent tout de même à tomber. Les derniers bouts de glaciers, même sérieusement amaigris et raccourcis, restent impressionnants, alanguis sur un sol sombre composé de roches et de poussière volcanique. Une poussière extrêmement fine, d'ailleurs, qui s'envole à chaque pas et s'introduit partout dans et sous les vêtements. Daniel McGinnis se résout même à porter un masque pour protéger son nez.

«La calotte glaciaire du Kilimandjaro, que l'on remarque encore loin à la ronde, est en quelque sorte l'indicateur africain des effets des changements climatiques, note le chercheur. Depuis 1912, elle a perdu 85% de sa surface par la fonte et la sublimation et par manque de chutes de neige fraîche. Cela dit, ce ne sont pas les glaces du sommet qui alimentent les sources d'eau de la montagne. Celles-ci proviennent davantage de la condensation des nuages qui rencontrent le relief, vers 3000 mètres d'altitude environ, et ruisselle jusque dans le sol.»

Les informations précises sur les quantités d'eau collectée par le massif du Kilimandjaro ainsi que sur leur consommation par les activités humaines ne sont cependant pas disponibles. La littérature scientifique est peu bavarde à ce sujet et le gouvernement tanzanien, qui passe par une phase plutôt tendue avant et après les élections présidentielles et législatives d'octobre 2025, garde jalousement ces données pour lui. De plus, les autorités ne goûtent guère les missions scientifiques qui collectent des données sur son territoire sans fournir un retour d'information ni impliquer des scientifiques locaux. Les organisateurs de la mission sur le Kilimandjaro ont ainsi eu toutes les peines du monde à obtenir les autorisations nécessaires. Les nombreux contacts de l'Explorers Club et le partenariat avec l'Unesco ont néanmoins facilité quelque peu les démarches.

«Nous nous sommes assurés que les autorités étaient au courant de toutes nos intentions concernant la collecte d'échantillons, leur usage et leur publication», précise Daniel McGinnis qui a également eu la permission d'accrocher à son sac à dos une petite station portable qui, durant toute l'ascension, a enregistré toutes les minutes sa position GPS et quelques données météorologiques.

«JE DOIS AVOUER QUE QUAND JE SUIS ENFIN ARRIVÉ À L'HÔTEL MARANGU, J'AI BU LA MEILLEURE BIÈRE ET PRIS LA MEILLEURE DOUCHE DE MA VIE.»

Douloureuse descente Évidemment, une fois en haut, il faut fatalement redescendre. Après une demi-heure passée au sommet à prendre des photos, le groupe se remet en marche pour entamer un difficile périple. Ils parviennent au camp de la veille en début d'après-midi. Ils ont juste le temps de faire leurs bagages et de manger un morceau avant de repartir, vers 16 heures, en direction du dernier camp de l'expédition, situé beaucoup plus bas. Ils l'atteignent à 22h30, après avoir marché trois heures dans la nuit complète, sans trop savoir où ils allaient.

«C'est le genre de moments où l'on se dit qu'à un certain âge, on ne peut plus faire ce genre de choses, s'amuse Daniel McGinnis. J'ai dû brûler 12 000 calories ce jour-là. On a marché presque vingt-quatre heures non-stop. Mes jambes me faisaient souffrir, j'avais des démangeaisons à

l'intérieur des cuisses. Mais, malgré cela, je garde de la descente – et du voyage en entier – un très bon souvenir. Je dois néanmoins avouer que quand je suis enfin arrivé à l'Hôtel Marangu, j'ai bu la meilleure bière et pris la meilleure douche de ma vie.»

L'une des choses les plus frappantes, pour le scientifique, a été l'intérêt des jeunes Africains pour les enjeux scientifiques et écologiques de la mission et pour d'éventuelles études ou carrières dans les sciences de l'environnement. Même les porteurs et les guides ont posé des questions. Certains d'entre eux ont profité de la présence des chercheuses et chercheurs à l'Hôtel Marangu pour apporter des échantillons d'eau prélevés à leur domicile afin de les tester.

Des discussions sont en cours avec l'Unesco afin de faire de cette ascension la première pierre d'un projet étalé sur cinq ans. L'objectif serait une surveillance plus systématique et précise du Kilimandjaro, non seulement de la montagne elle-même mais aussi des plaines environnantes.

L'organisation des expéditions annuelles devrait être adaptée pour emporter des instruments de mesure plus sophistiqués et donc plus lourds, permettant notamment de rapporter des échantillons d'eau à Genève à des fins d'analyses plus poussées. De jeunes locaux continueraient d'être enrôlés dans les expéditions, ainsi qu'un ou deux étudiants de l'UNIGE qui pourraient y consacrer leur travail de master ou leur thèse de doctorat.

En 2026, le volcan tanzanien sera exceptionnellement remplacé par le mont Kenya, un autre volcan appartenant au rift est-africain, situé à seulement 325 km plus au nord, et deuxième plus haut sommet d'Afrique avec ses 5199 mètres d'altitude. *«J'ai bien l'intention de participer aussi à cette aventure, lance Daniel McGinnis. L'escalade annuelle du Kilimandjaro, quant à elle, reprendra en 2027.»*

JOËL RUCH, LA LAVE DANS LE SANG

LES VOLCANS SONT SON MÉTIER ET SA PASSION. CE VOLCANOLOGUE CHEVRONNÉ, PROFESSEUR ASSOCIÉ AU DÉPARTEMENT DES SCIENCES DE LA TERRE, EN A GRAVI DES DIZAINES, DANS LE MONDE ENTIER, POUR EN ÉTUDIER LES FAILLES ET LES FRACTURES. PORTRAIT.

Son premier contact avec un volcan remonte à son enfance. Âgé de 11 ans, Joël Ruch crapahute avec ses parents à 2000 mètres d'altitude, sur les flancs rocaillieux de l'Etna, en Sicile. La scène est gravée dans sa mémoire. Il ramènera de cette escapade un morceau de lave noire qui trônera en bonne place dans sa chambre. Une trentaine d'années plus tard, il est nommé professeur associé au Département des sciences de la Terre (Faculté des sciences), et les volcans sont devenus sa passion et son métier. Ces montagnes agissent sur lui comme de puissants aimants. Il ne peut s'en éloigner trop longtemps sans ressentir un picotement dans les jambes qui le pousse à chausser ses godillots, à empoigner son marteau, sa veste et son chapeau et à prendre le large, direction l'Italie, l'Islande, la République démocratique du Congo, l'Arabie saoudite, Hawaï, le Chili ou encore les Galápagos. Bref, n'importe quel coin du monde où palpète du magma prêt à percer la croûte terrestre.

«Cet attrait pour le terrain, je l'ai depuis mon enfance, raconte Joël Ruch. Dans ma famille, la nature a toujours occupé une place importante. Nous possédions une vieille maison en pierre perdue dans la montagne au Tessin, sans électricité ni eau courante. Il fallait deux heures de marche pour l'atteindre. Nous y passions tous nos étés. J'avais sans arrêt les mains dans la terre.»

Même dans le quartier de Saint-Jean à Genève, où il grandit, c'est en bas des falaises qu'il passe le plus clair de son temps libre. Il y construit une sorte de nid où il s'installe pour lire et dessiner les entrelacs de racines qui se reflètent dans l'eau du Rhône tout en captant la lumière de l'instant avec son appareil photo. Cet amour du dessin lui vient de son père, architecte d'intérieur ayant abandonné son

métier pour vivre de sa peinture. Sa mère contribue, elle aussi, à nourrir la fibre créatrice du jeune Joël. Également architecte d'intérieur de formation (les parents se sont rencontrés à l'École des arts décoratifs), elle devient plus tard enseignante de travaux manuels après s'être occupée de ses deux fils.

C'est donc tout naturellement que Joël Ruch termine son collègue en artistique. *«En réalité, je m'étais inscrit en scientifique, admet le futur géologue. Mais je n'étais alors pas du tout motivé par les sciences (c'est venu plus tard). En mathématiques, j'ai ramené parmi les pires notes du canton. Mon professeur m'a conseillé de m'orienter vers une formation manuelle. J'ai préféré continuer, mais en artistique. Et là, j'ai adoré.»*

Carnet et crayons Maturité en poche, Joël Ruch s'inscrit à l'École des beaux-arts. Mais au bout de six mois, il arrête. Il sent que ce n'est pas sa voie, malgré ses aptitudes pour le dessin et la photographie. Indécis, il parcourt alors les différents cursus de l'Université. Aucun ne l'excite vraiment. Jusqu'à ce que son œil tombe sur celui des sciences de la Terre. De la géologie, il ne connaît que le nom. La gamme des domaines abordés est vaste: paléontologie, géologie alpine, géologie structurale, sédimentologie... Cette diversité lui plaît, lui qui ne craint rien tant que d'être enfermé dans une case. Mieux encore pour cet amoureux de la nature, le programme d'études est largement dominé par le travail de terrain. Cerise sur le gâteau, l'observation des paysages, et en particulier des montagnes, ça le connaît. Dans tous ses voyages, il a emporté son carnet et ses crayons afin de coucher sur le papier les scènes et les panoramas qui s'offrent à lui. De croquis en croquis, sans trop le savoir, il s'est familiarisé avec la topographie et la géologie.

Il s'inscrit donc en Faculté des sciences et s'empresse d'acheter et de potasser une collection de bouquins de géologie avant de commencer les cours. C'est une bonne préparation, mais le principal obstacle se dresse encore devant lui: l'examen de physique, à la fin de la première année, qu'il doit réussir à tout prix. Il travaille la matière comme un forcené et fait même appel à un répétiteur. L'effort paye et il franchit l'écueil tant redouté.

À ce moment, la passion pour les volcans l'a déjà contaminé. Dès qu'il le peut, il s'en va en gravir un. À peine apprend-il que l'Etna est entré en éruption, qu'il saute avec un ami dans un train de nuit et, profitant de l'obscurité nocturne, franchit clandestinement les barrières de sécurité pour accéder à la partie sommitale et vivre le grand frisson.

En été 2001, il part avec un ami au Kamtchatka, dans l'extrême-orient russe, où culminent des dizaines de volcans appartenant à la ceinture de feu qui entoure l'océan Pacifique. Malgré une surveillance assez pesante des services secrets russes, le voyage marque durablement le jeune chercheur. *«C'était magique, se rappelle Joël Ruch. Un mois de bus et de marche, sac à dos. J'ai même réalisé un reportage photo que j'ai pu vendre à l'hebdomadaire L'Illustré.»*

Pendant sa maîtrise universitaire, ne résistant pas à l'envie de voir et vivre les choses là où elles se déroulent, il coupe régulièrement le cours de ses études par des escapades – au grand dam de son professeur de master. Il se rend ainsi dans les Andes chiliennes, effectue un séjour en Patagonie chilienne, où il réalise un deuxième reportage photographique pour *L'Illustré*, et s'envole pour Vanuatu, un archipel (forcément) volcanique dans l'océan Pacifique, où il reste trois mois.

Bio express

1977: Naissance à Genève

2010: Thèse de doctorat au GeoForschungsZentrum de Potsdam, Berlin

2010: Postdoctorat à l'Université de Rome III

2014: Postdoctorat à la King Abdullah University of Science and Technology (KauST) en Arabie saoudite

2018: Professeur boursier à l'Université de Genève

2024: Professeur associé à la Faculté des sciences





Lac de lave Un jour vers la fin de sa maîtrise, il assiste à une conférence au Muséum d'histoire naturelle de Genève sur l'éruption du Nyiragongo, en République démocratique du Congo. L'année précédente, en 2002, ce cataclysme avait détruit la moitié de la ville de Goma. L'orateur est le volcanologue belge Jacques Durieux, auteur de nombreux ouvrages de vulgarisation sur les volcans, et collaborateur à l'Organisation des Nations unies. Sous le charme, Joël Ruch se dit que c'est là-bas, et avec ce chercheur, qu'il veut travailler. Il est alors l'assistant de Jean-Jacques Wagner, professeur au Département des sciences de la Terre et, surtout, fondateur du Certificat de spécialisation en évaluation et management des risques géologiques et climatiques (CERG-C). Le cas du Nyiragongo lui semble parfaitement coller dans ce cadre. Joël Ruch parvient à persuader Jacques Durieux de le laisser l'accompagner dans une mission à Goma. Ensemble, ils gravissent le Nyiragongo pour admirer le lac de lave en formation au fond du cratère. C'est lui qui, en se remplissant, a mis la montagne sous forte pression, a activé des réseaux de fractures à travers lesquelles il s'est vidangé et a déversé sa lave sur la ville et l'aéroport. Durant trois mois, Joël Ruch observe tout cela, rencontre

d'autres chercheurs qui travaillent sur différents aspects du volcan. Le voyage et la rencontre avec Jacques Durieux finissent de le convaincre qu'il a choisi la bonne voie. À Goma, il réalise encore une étude sur la communication en période de crise volcanique. Il mène des entretiens avec des responsables locaux de l'ONU et récolte des témoignages d'habitants de la ville à propos de l'évacuation de 2002. *«On m'a rapporté des moments assez tendus, souligne-t-il, notamment lorsque le Rwanda a finalement accepté d'ouvrir ses frontières pour laisser passer – dans l'autre sens – les réfugiés du génocide de 1994 qui étaient toujours regroupés dans des camps autour de Goma et qu'il a fallu évacuer aussi.»*

Volcano-tectonique Après un stage de six mois à l'ONU, Joël Ruch décroche finalement une place de thèse au GeoForschungsZentrum (GFZ), à Potsdam en Allemagne. Le travail porte sur la volcano-tectonique, c'est-à-dire l'étude des déformations, des tremblements de terre et de l'activation de réseaux de failles qui accompagnent les éruptions. Il effectue des expériences sur des modèles de volcans en laboratoire. Il suit en parallèle – mais de loin – le comportement de volcans au Chili,

comme le Cordón Caulle, connu pour entrer en éruption après chaque grand séisme.

À cette époque, les données satellitaires d'interférométrie radar (InSAR) permettent enfin d'observer avec précision les déformations de la surface terrestre liées à des remontées magmatiques et des tremblements de terre. On en découvre un peu partout dans les Andes chiliennes, avec des taux de déplacements allant jusqu'à 3 à 4 centimètres par an. Certaines couvrent une surface énorme, de 50 kilomètres de diamètre. D'autres sont plus locales, comme celle qui se trouve sous le volcan Lastarria, un géant en apparence endormi dans l'Altiplano et qui constitue l'objet central de sa thèse.

En laboratoire, il travaille sur des modèles analogiques et, quand il peut, il retourne sur le terrain. *«Je suis parti sur le Lastarria avec un étudiant, se rappelle-t-il. On a loué un pick-up, emporté de l'essence, de la nourriture et de l'eau pour deux semaines. Une piste reliant une vieille mine de soufre nous amenait à environ 5100 mètres d'altitude et on marchait jusqu'à 5700 mètres. J'avais bien planifié la mission mais à deux, en haute montagne, c'était tout de même un peu l'aventure.»*

Au cours de trois missions, le géologue genevois effectue des mesures de microgravité et

Le lac de lave dans le cratère du Nyiragongo, en République démocratique du Congo. Joël Ruch s'y rend en 2003, un an après une éruption ayant détruit la moitié de la ville de Goma.

sismiques qui, avec des données satellitaires, permettent de modéliser la source des déformations (des remontées de magma à une dizaine de kilomètres de profondeur) et d'identifier les failles réactivées par ce phénomène. Quand il n'est pas sur le terrain, Joël Ruch travaille et vit à Berlin avec son modeste salaire, largement entamé par l'achat de billets d'avion pour Florence. C'est en effet là, que sa femme, rencontrée quelques années auparavant, étudie la neurochirurgie. À la fin de sa thèse en 2010, il la rejoint en Italie en obtenant un postdoctorat à l'Université de Rome III.

La respiration de l'Etna Dans la capitale italienne, Joël Ruch intègre l'équipe du professeur Valerio Acocella. L'entente est excellente et ce personnage deviendra sa deuxième figure tutélaire, après Jacques Durieux (décédé en 2009). Joël Ruch poursuit ses travaux en laboratoire sur des modèles analogiques de caldeiras, de vastes dépressions issues de l'effondrement de sommets de volcans. Il retourne également sur l'Etna mais, cette fois-ci et pour la première fois, avec une autorisation en bonne et due forme, grâce aux contacts de Valerio Acocella. *«L'Etna, jusqu'à il n'y a pas si longtemps, était la chasse gardée des volcanologues italiens, explique Joël Ruch. Sans connexion, on n'entraît pas.»*

Le fait de travailler avec Valerio Acocella lui donne aussi accès à des séries temporelles d'images radar satellitaires produites par l'IREA, un groupe de recherche de Naples, qui sont les plus complètes et précises du monde. Ces données lui permettent d'étudier la «respiration» du volcan sicilien sur une vingtaine d'années. L'Etna se soulève et s'affaisse en effet lentement tout en glissant sensiblement vers la mer à une vitesse de 2 ou 3 centimètres par an.

Cinq ans plus tard, à la fin de son contrat, il se retrouve désœuvré. Installé à Milan, avec sa femme, il se demande quelle suite donner à sa carrière. Sur la suggestion de Valerio Acocella, il contacte son futur troisième mentor: le volcanologue islandais Sigurjón Jónsson. Ce spécialiste en interférométrie radar, qui est professeur à la King Abdullah University of Science and Technology (Kaust) en Arabie saoudite, lui offre son deuxième postdoctorat.

Joël Ruch s'installe dans le campus au nord de Djeddah. Il trouve un arrangement qui l'autorise à alterner un ou deux mois de travail sur les rives de la mer Rouge puis une ou deux semaines de travail à distance à Milan, puis Grenoble et enfin Marseille, au gré des emplois de sa femme.

«À Kaust, j'ai intégré un groupe d'une dizaine de personnes comptant autant de nationalités différentes, se rappelle Joël Ruch. C'était une période fantastique du point de vue de la recherche. On a aussi beaucoup voyagé. On partait tous les week-ends en voiture dans le désert. C'est un pays d'une nature puissante et authentique. Et volcanique.» Le fond de la mer Rouge, qui s'écarte lentement sous l'action des plaques tectoniques,

IL RETOURNE SUR L'ETNA MAIS, CETTE FOIS-CI ET POUR LA PREMIÈRE FOIS, AVEC UNE AUTORISATION EN BONNE ET DUE FORME.

est en effet le siège d'une activité volcanique constante. Celle-ci est d'ailleurs responsable de la naissance, en 2012, de deux petites îles dans l'archipel des Zubair, au large du Yémen, que l'équipe de Joël Ruch décide d'aller étudier de plus près en 2014. Mais l'entreprise s'écroule lorsque la guerre civile éclate au Yémen. Une autre mission l'amène de l'autre côté de la mer Rouge, en Érythrée, où il effectue trois semaines de mesures GPS pour l'étude de la tectonique et du volcanisme de la région.

Depuis le désert saoudien, Joël Ruch suit également le volcanisme islandais. En août 2014, le Bárðarbunga entre subitement dans une phase d'éruption intense. Le chercheur se rend sur place dès octobre pour étudier

la relation entre le système de failles et la propagation du magma. La scène est impressionnante. Le débit de la lave qui jaillit atteint 250 m³ par seconde. Les fontaines de roche en fusion sortent d'un réseau de fractures parfaitement visibles et qui s'ouvrent les unes après les autres.

Retour de Djeddah *«Et puis un jour, ma femme est tombée enceinte, se rappelle Joël Ruch. C'était un moment de joie intense. La famille est soudainement devenue ma priorité absolue. Je n'ai pas renouvelé mon contrat et j'ai passé neuf mois à Marseille pour attendre l'accouchement et m'occuper du petit quand ma femme s'est remise à travailler. J'étais sans emploi, mais c'était une époque formidable.»*

Joël Ruch profite de cette période pour soumettre un projet de recherche au Fonds national suisse grâce auquel il réussit à décrocher en juillet 2018 un poste de professeur boursier à l'Université de Genève.

De retour dans sa ville natale, il poursuit ses missions sur le terrain en Islande (lire aussi *Campus n° 148*), à Hawaï (*Campus n° 138*) et bientôt aux Galápagos. Il se lance également dans l'enseignement, une activité qu'il découvre et qu'il affectionne depuis particulièrement. Elle lui vaut d'être un des lauréats du Teaching Award

2025, décerné par les étudiants de la Faculté des sciences. Il donne des cours de géologie structurale et reprend celui de géologie alpine du professeur Mario Sartori – son mentor en matière d'enseignement – au moment de son départ à la retraite.

Son contrat de professeur boursier se termine cependant après six ans, mais il parvient finalement à être nommé professeur associé en 2024, ce qui lui permet de stabiliser sa situation, après des décennies d'errance académique. *«Je prends conscience seulement maintenant que je suis enfin sorti de cette spirale de contrats à durée déterminée, note-t-il. Et c'est une chance énorme.»*

À LIRE

LEADERSHIP ET DIVERSITÉ

Les membres des communautés minoritaires peinent encore trop souvent à accéder aux positions de leadership. Et ce, malgré les efforts déployés en termes de politiques publiques afin de parvenir à une représentation équilibrée des différents groupes sociaux au sein des instances décisionnelles. Comment expliquer cet état de fait? Professeure à la Section de psychologie (Faculté

de psychologie et des sciences de l'éducation), Clara Kulich apporte des éléments de réponse dans cet ouvrage édité avec ses deux collègues, Ruri Takizawa et Vincenzo Iacoviello. Onze chapitres rédigés par des experts et des expertes proposent une analyse à 360 degrés des enjeux associés au leadership minoritaire tout en suggérant un certain nombre de pistes d'intervention. L'ouvrage propose notamment un éclairage sur les difficultés concrètes rencontrées par les personnes minoritaires dans des fonctions de leadership. Il met également en lumière les différents stéréotypes et autres préjugés auxquels elles sont confrontées, tout en examinant les facteurs



pouvant favoriser ou, au contraire, freiner leur accession aux postes à responsabilités. Les auteur-es abordent par ailleurs des thématiques telles que la santé des leaders minoritaires ou le climat organisationnel. L'ouvrage s'adresse autant aux étudiant-es et aux chercheurs/euses en sciences sociales qu'aux personnes travaillant dans le domaine du leadership et/ou de la diversité.

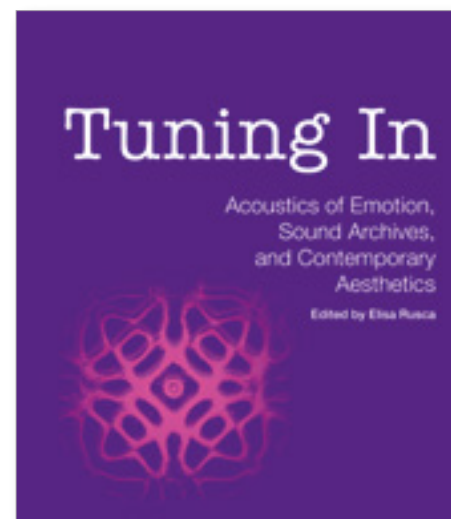
«**Briser les barrières. Perspectives psychosociales sur le leadership et la diversité**», par Clara Kulich, Ruri Takizawa et Vincenzo Iacoviello (eds), Éditions de l'Université de Bruxelles, 216 p.

LA VOIX SENSIBLE

Afin d'explorer les liens profonds entre les processus émotionnels et l'action humanitaire, le Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (MICR) s'est associé au Centre interfacultaire en sciences affectives (CISA). À la clé, la présentation de l'exposition *Tuning In – Acoustique de l'émotion*, présentée d'octobre 2024 à août 2025 dans les espaces du MICR. Le public pouvait en particulier y découvrir un travail réalisé par Alecia Blanco, Iara Imesch, Sarah Péleriau et Marine Petit, étudiantes au sein du CISA. Grâce à un corpus unique d'archives sonores, ces dernières ont pu analyser et mettre en lumière les connexions psychologiques entre la voix, le témoignage et l'empathie, offrant au public une immersion inédite dans l'acoustique des émotions humaines.

Prolongeant l'exposition au-delà de son espace physique, cet ouvrage, auquel a largement contribué Didier Grandjean, professeur à la Section de psychologie (FPSE) et directeur du CISA, propose une réflexion sur la profondeur affective du son à travers des contributions qui mêlent recherche universitaire, réflexion muséale et pratique artistique. La voix ne se réduit pas à l'information; elle devient présence – rythme, vibration, signe – forgeant un pont intime entre émetteur et récepteur. À la croisée de la prosodie émotionnelle, des questions d'archivage et de l'esthétique contemporaine, cette constellation de pratiques et de regards révèle le son comme un lieu de résonance émotionnelle encore largement inexploré.

«**Tuning In. Acoustics of Emotion, Sound Archives, and Contemporary Aesthetics**», par Elisa Rusca (dir.), EPFL Press, 208 p.



LA CROIX-ROUGE FACE AU COMMUNISME

Humanitaire et communisme ne sont pas des notions qu'on associe spontanément. Alors que le premier aspire à civiliser la guerre et à atténuer les souffrances des individus, le second entend libérer l'humanité de la misère par l'instauration d'une organisation de type collectiviste. Croix-Rouge et communisme



renvoient ainsi à deux registres différents – le droit et la neutralité versus la lutte des classes –, à deux conceptions du rôle des individus – l'assistance aux victimes versus l'auto-émancipation des travailleurs/euses –, et à deux temporalités – l'une à court terme et ciblée, l'autre impliquant une transformation pérenne de l'ensemble des rapports de production. Pourtant, au-delà de ces divergences, les analogies se révèlent nombreuses: il s'agit de deux formes d'internationalisme d'un point de vue philosophique et les humanitaires version Croix-Rouge comme les communistes d'obédience marxiste-léniniste ont en commun le culte de l'organisation et de l'institution, auquel s'ajoute une même attention portée aux organisations de jeunesse, à la formation et à la communication. Tout au long du XX^e siècle, les membres du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ont entretenu avec le communisme – en tant qu'idéologie, organisation politique et régime – une relation complexe faite de confrontations, de défis et d'opportunités. Si les tenants du communisme n'ont cessé de remettre en cause les valeurs, les normes et les pratiques d'un humanitaire né en Europe occidentale dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les interactions et surtout les interdépendances se sont néanmoins multipliées entre ces phénomènes tout à la fois spécifiques et structurants de l'Histoire contemporaine.

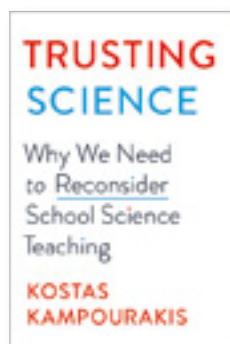
«**La Croix face à l'Étoile rouge**», par Jean-François Fayet, Marie-Luce Desgrandchamps, Marie Cugnet, Donia Hasler (dir.), Georg éditeur, 304 p.



EN QUÊTE DU LIVRE MONDE

Mêlant théorie, histoire et autobiographie, cet ouvrage propose une réflexion qui va de Goethe à Gayatri Chakravorty Spivak, des journaux de propagande aux foires du livre contemporaines, des bibliothèques prestigieuses aux plus modestes boîtes à bouquins, autour du concept de littérature mondiale.

«**Rêver la littérature mondiale**», par Jérôme David, Éd. Ithaque, 236 p.



SCIENCE ET CONFIANCE

Comprendre les forces et les limites de la science est la condition indispensable pour décider, en tant que citoyen-ne, quand et pourquoi il est raisonnable de lui faire confiance. Telle est la démonstration opérée par cet ouvrage sur la base de cas concrets.

«**Trusting Science. Why We Need to Reconsider School Science Teaching**», par Kostas Kampourakis, Oxford University Press, 248 p.



SOUS LE SOLEIL DE L'ATLANTIDE

Enrichie d'une postface de Michel Porret, cette réédition sort de l'oubli le chef-d'œuvre de l'auteure genevoise Noëlle Roger (1874-1953). Un texte couronné «meilleur roman d'anticipation» en 1928 et adapté en feuilleton radiophonique qui propose une relecture spiritualiste du mythe de l'Atlantide.

«**Le Soleil enseveli**», par Noëlle Roger, Éd. Métropolis, 344 p.



UNE PASSIONARIA À LA MODE HELVÉTIQUE

Militante féministe, Clara Campoamor a été l'une des premières femmes élues au Parlement espagnol. Réfugiée en Suisse au moment de la guerre civile, elle a poursuivi la lutte en tant que journaliste et en participant à la Société des Nations ainsi qu'à l'ONU.

«**Siempre a la espera. Clara Campoamor y el exilio republicano en Suiza**», par Cristina Martínez Torres (Éd.), Editorial Renacimiento, 328 p.

EXPOSITION

TOKAI

ニ
ユ
ー
ト
リ
ノ

23.1
—
2.4
2026

TO

NEUTRINOS
—
THE GHOST
PARTICLE

SALLE D'EXPOSITION
DE L'UNIGE
66 BD CARL-VOGT
www.unige.ch/~neutrinos

KAMIKO-KA



FONDS GÉNÉRAL
D'ENCOURAGEMENT À LA RECHERCHE



FONDATION
H. DUDLEY WRIGHT

